

LE
MONDE

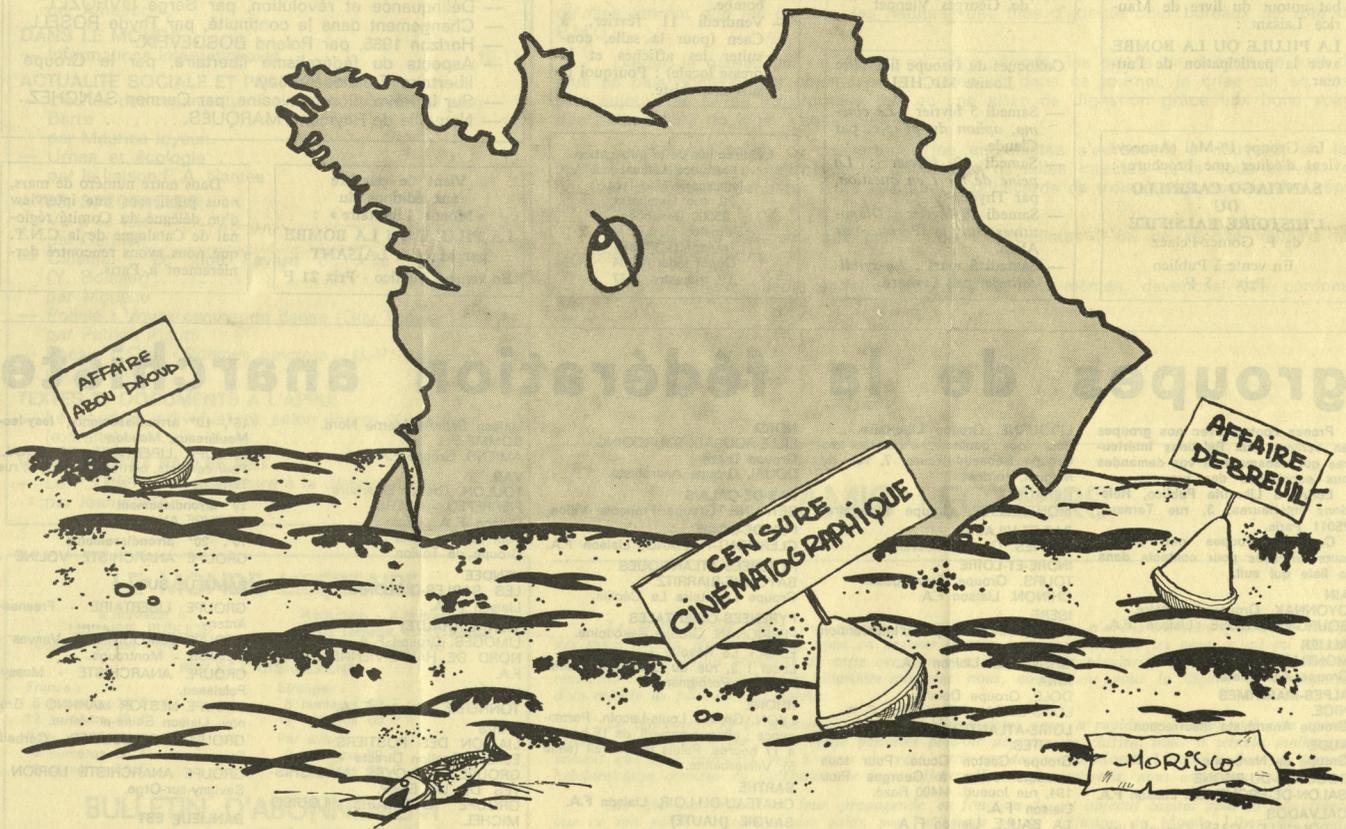
libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste



N° 230 — FEVRIER 1977 — Prix : 4 F

AVEC LES POLITICIENS... C'EST LE NAUFRAGE!



NE COMPTONS QUE SUR NOUS-MÊMES!

F. P. 2520

activités de la fédération anarchiste

LE GROUPE LIBERTAIRE
Louise MICHEL
organise le jeudi 17 février
à partir de 20 heures
au 127 de la rue Marcadet
(métro :
Lamarck-Caulaincourt)
une Conférence-débat
sur le thème :
**LES ANARCHISTES FACE
AUX ELECTIONS**
Avec la participation de
Maurice JOYEUX

Le Groupe Lorion de Savigny-s.-Orge assure une vente militante du MONDE LIBERTAIRE les premiers lundi, mardi et mercredi de chaque mois (le matin) à la gare et au lycée de Savigny, chaque vendredi soir à la gare de Savigny et chaque dimanche matin au marché de Savigny.

La liaison F.A. de Nantes organise le vendredi 18 février, à 20 h 30, à la Fraternité protestante, rue Amiral-Duchaffault, une conférence-débat autour du livre de Maurice Laisant :

LA PILULE OU LA BOMBE
avec la participation de l'auteur.

Le Groupe 1^{er}-Mai (Ancey) vient d'éditer une brochure :
**SANTIAGO CARRILLO
OU
L'HISTOIRE FALSIFIEE**
de F. Gomez-Pelaez
En vente à Publico
Prix : 5 F

Le Groupe E. de la Boétie organise,
le mercredi 9 février, à 20 h 30,
Centre administratif,
place de l'Hôtel-de-Ville
(Asnières)
une réunion-débat
sur le thème :
LE SYNDICALISME
et le mercredi 23 février
(même lieu, même heure)
une réunion-débat
sur le thème :
LE NATURISME

Le Groupe E. de la Boétie organise
le vendredi 4 février, à 20 h 30,
à la M.J.C. de Courbevoie,
184, boulevard Saint-Denis
(Métro Pont de Levallois)
une conférence-débat :
**LA PEINE DE MORT
EN QUESTION**
Avec la participation
de Serge Livrozet,
M^{re} Colette Piat,
Maurice Laisant,
sous la présidence
de Georges Viennet

Colloques du Groupe libertaire
Louise MICHEL
— Samedi 5 février : *Le cinéma, opium du peuple*, par Claude.
— Samedi 12 février : *La peine de mort en question*, par Thyde.
— Samedi 19 février : *Diapositives sur le Pérou*, par Alain.
— Samedi 5 mars : *Le syndicalisme*, par Bernard.

Durant le mois de février, la M.J.C. du Havre, 2, avenue Foch, organise une série de débats et spectacles sur l'Espagne. En particulier, l'exposition de la C.N.T. sur les réalisations sociales de l'Espagne libertaire 36-39 sera présentée au public.
Le Groupe Jules-Durand invite les sympathisants à venir nombreux participer aux débats animés par des militants de la C.N.T.
Consultez les journaux locaux pour les dates précises.

Durant la première quinzaine de février, Maurice Laisant donnera une série de conférences dont voici la liste :
— Mardi 8 février, au Havre, 16, rue Jules-Tellier, à 20 heures : La pilule ou la bombe.
— Mercredi 9 février, à Dieppe (pour la salle, consulter les affiches et la presse locale) : Pourquoi je suis anarchiste.
— Jeudi 10 février, à Fécamp, salle des Vikings, à 20 h 30 : La pilule ou la bombe.
— Vendredi 11 février, à Caen (pour la salle, consulter les affiches et la presse locale) : Pourquoi je suis anarchiste.

Le directeur de la publication
Maurice Laisant
Imprimerie Néo-Typo
20, rue Gambetta
25000 Besançon
Diffusion S. A. E. M.
Transports Presse
Dépôt légal 44284
1^{er} trimestre 1977

COMMUNIQUÉ

AUX ANARCHISTES DE TOUTES TENDANCES !

Le samedi 8 janvier 1977, s'est tenue à Lyon une réunion amicale au cours de laquelle des copains de Savoie, de l'Isère, de la Drôme, de l'Ain et de Lyon ont envisagé les possibilités d'une action commune.

Tous se sont trouvés d'accord pour tenter quelque chose en ce sens. Serait-ce un réveil, un renouveau de la pensée anarchiste dans cette région ?

Nous voulons l'espérer.

A cet effet, une prochaine réunion pourrait avoir lieu courant avril 77, afin de mettre au point un plan de travail pour la saison 1977-78.

Pour cela et pour avoir le maximum de chances de concrétiser ces bonnes intentions, nous faisons appel aux anarchistes de toutes tendances.

Nos divergences, nos dissentiments doivent sinon se dissiper, du moins s'atténuer, et ne doivent pas être un obstacle insurmontable pour œuvrer tous ensemble positivement à la propagation, à la diffusion de notre philosophie, de nos conceptions sociales.

D'ici fin avril, nous avons le temps d'y réfléchir et de venir à cette rencontre avec des projets, des idées plein la tête.

Groupe d'OYONNAX

A PARAÎTRE PROCHAINEMENT LA RUE N° 23

AU SOMMAIRE :

- La Première Internationale, par Umberto MARZOCCHI.
- Depuis ? par Maurice JOYEUX.
- Sur l'espéranto, par Claude PIRON.
- Délinquance et révolution, par Serge LIVROZET.
- Changement dans la continuité, par Thyde ROSELL.
- Horizon 1985, par Roland BOSDEVEIX.
- Aspects du fédéralisme libertaire, par le Groupe libertaire Fresnes-Antony.
- Sur la Révolution mexicaine, par Carmen SANCHEZ.
- Nouvelle de Raymond MARQUÉS.

Vient de paraître
aux éditions du
« Monde Libertaire » :
LA PILULE OU LA BOMBE
par Maurice LAISANT
En vente à Publico - Prix 21 F

Dans notre numéro de mars, nous publierons une interview d'un délégué du Comité régional de Catalogne de la C.N.T. que nous avons rencontré dernièrement à Paris.

groupes de la fédération anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librerie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

AIN
OYONNAX. Groupe Libertaire.
BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.

ALLIER
MONTLUÇON-COMMENTRY
Groupe Anarchiste.

ALPES-MARITIMES
NICE
Groupe Anarchiste Insurrection.

AUDE
Groupe de Narbonne.
BOUCHES-DU-RHÔNE

SALON-DE-PROVENCE. Liaison F.A.
CALVADOS
HEROUVILLE - CAEN. Groupe Libertaire.

CHARENTE-MARITIME
SAINTES.
Groupe Libertaire Louis Lecoin.

LA ROCHELLE.
Groupe d'action libertaire.

CHER
VIERZON. Liaison F.A.

COTES-DU-NORD
GUINGAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS
BESANÇON.
Groupe Libertaire Proudhon

EURE-ET-LOIR
CHATEAUDUN. Liaison F.A.

GIRONDE
BORDEAUX.
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.

LIBOURNE. Groupe Libertaire.
Pour tous contacts, s'adresser au Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, Bordeaux.

HERAULT
MONTPELLIER. Groupe Libertaire.

ILLE-ET-VILAINE
RENNES. Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE
TOURS. Groupe Tourangeau.
CHINON. Liaison F.A.

ISERE
BOURGOIN. Groupe d'Intervention Anarchiste.

GRENOBLE. Liaison F.A.
JURA
DOLE. Groupe Dolois.

LONS-LE-SAUNIER. Liaison F.A.
LOIRE-ATLANTIQUE
NANTES.
Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Piou

194, rue Jouaud. 44400 Rezé.
Liaison F.A.
LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER
VENDÔME. Liaison F.A.

BLOIS. Liaison F.A.
LOT-ET-GARONNE
AGEN - FUMEL.
Groupe Inceivable Anarchie.

Edite « L'Inceivable Anarchie ».

MAINE-ET-LOIRE
ANGERS. Liaison F.A.

DURTAL. Liaison F.A.
MAYENNE
Groupe Anarchiste Mayennais.

MORBIHAN
VANNES. Liaison F.A.

LORIENT. Groupe Anarchiste.
MOSELLE
PHALSBOURG. Liaison F.A.

NIEVRE
NEVERS. Groupe F.A.

NORD
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.
Groupe Thaza
DOUAI. Groupe Anarchiste.

PAS-DE-CALAIS
BETHUNE. Groupe François Villon.

PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND. Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES
BAYONNE-BIARRITZ.
Groupe Libertaire La Cécilia.

PYRENEES-ORIENTALES
PERPIGNAN. Groupe Bakounine.

Edite « Le Révolté ».
Local : 2, rue du Cimetièrre, Saint-Mathieu, Perpignan.

RHONE
LYON. Groupe Louis-Lecoin. Permanence : chaque samedi, de 15 heures à 17 heures, Palais du Travail (salle 5), Villeurbanne.

SARTHE
CHATEAU-DU-LOIR. Liaison F.A.

SAVOIE (HAUTE)
ANNECY. Groupe Anarchiste

1^{er} mai. Permanence : le deuxième samedi de chaque mois, de 14 heures à 17 heures, salle Saint-François, face à l'Hôtel de Ville (ventes du Monde Libertaire, brochures anarchistes).

SEINE-MARITIME
LE HAVRE. Groupe Jules Durand.

Permanences (16, rue Jules-Tellier, dans les locaux du C.E.S.) : le lundi de 14 à 19 h ; le mercredi de 18 h à 21 h ; le samedi de 18 h à 21 h.

BOLBEC - LILLEBONNE. Groupe Libertaire.

ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

SEINE-ET-MARNE
OTHIS - DAMARTIN - STUR.

Liaison Seine-et-Marne Nord.
SOMME
AMIENS. Groupe F.A.

VAR
TOULON. Groupe Libertaire.
PIERREFEU - CUERS.
Liaison F.A.

Pour tous contacts :
Groupe de Toulon.

VENDEE
LES SABLES-D'OLONNE.
Liaison F.A.

VIENNE (HAUTE)
LIMOGES. Groupe F.A.

NORD DE HAUTE-VIENNE. Liaison F.A.

YONNE
TONNERRE. Liaison F.A.

PARIS
LIAISON DES POSTIERS.
Edite « Gestion Directe ».

GROUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA B.N.P.
GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE ou ABBESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire au local du groupe ou téléphoner au 076.57.89.

2^e et 11^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE EMMA GOLDMAN - Contact Publico.

5^e, 13^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB

13^e, 15^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI.

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL.
Pour contacts, écrire à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

19^e arrondissement
GROUPE ANARCHISTE

10^e, 20^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE VOLINE

BANLIEUE SUD
GROUPE LIBERTAIRE - Fresnes-Antony.

GROUPE BAKOUNINE - Vanves - Malakoff - Montrouge.

GROUPE ANARCHISTE - Massy-Palaiseau.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy. Liaison Seine-et-Marne

GROUPE F. PELLOUTIER - Corbell-Essonnes.

GROUPE ANARCHISTE LORION - Savigny-sur-Orge.

BANLIEUE EST
GAGNY - NEUILLY-SUR-MARNE
Groupe anarchiste Sacco-Vanzetti.

BANLIEUE NORD
GROUPE ANARCHISTE - Aulnay - Sevrans.

NORD DES HAUTS-DE-SEINE
GROUPE MALATESTA
(Asnières, Colombes, Gennevilliers, Clichy, Bois-Colombes, Levallois, Courbevoie, Villeneuve-la-Garenne).

Pour contacts, écrire aux R.I.

ASNIERES
GROUPE LA-BOETIE

Se réunit les 2^e et 4^e mercredis du mois au Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, à partir de 20 h 30.

SOMMAIRE

N° 230 FEVRIER 1977

EDITO
— Tous cordons-bleus 3

EN DEHORS DES CLOUS
— « Bourse » du travail 4
par P.-V. Berthier
— Leur linge sale en public 4
par Paul Mauget
— La messe nous emmerde 4
par Bernard Lanza

PRESENCE ANARCHISTE
— La Fédération Anarchiste à Saumur 5
par Raymond (Groupe libertaire de Tours)
— Paris - Banlieue Sud : une conférence, un meeting, 5
par le Groupe libertaire Fresnes-Antony

DOSSIERS NOIRS
— La peine de mort 6
par Maurice Laisant
— Le racisme n'est pas fatal 6
par L. B.
— Justice de classe 6
par Jean-Charles (Groupe E.-Goldman)

ECHOS DES LUTES SOCIALES
— Lutte contre le nucléaire dans le Cotentin 7
par Remy Collette
— Saurier, U. N. E. F. : Les deux revers d'une même 7
médaille
par B. de Lorion

ETUDE
— La dynamique technoscientifique 8-9
par Amador

DANS LE MONDE
— Informations internationales 10-11

ACTUALITE SOCIALE ET POLITIQUE
— L'échec des organisations syndicales devant le plan 12
Barre
par Maurice Joyeux
— Urnes et écologie 12
par la liaison F. A. Nantes

ARTS, SPECTACLES
— Vu à la télé 14
par Carmen
— Cinéma : Le juge Fayard dit « le Sheriff » 14
(Y. Boisset)
par Morisco
— Poésie : Voyez comme on danse (Guy Thomas) .. 14
par Patrick Pidutti
— Poésie : Cris « Poèmes ouvriers » (J.-P. Graziani). 14
par G. Piou

TEXTES ET DOCUMENTS A L'APPUI
— Le courant individualiste selon Pierre Kropotkine 15
(extraits)

VOIR CLAIR ET PARLER NET
— Le P. C. F. : De la dictature à la démocratie 16
par Jean Fonta

TOUS CORDONS-BLEUS

Installée dans les cuisines où elle a pris soin de placer le coffre-fort, la bourgeoisie française chargée de confectionner le menu rogne aujourd'hui sur les portions. Comme on dit dans les cantines, y'a pas de rab !

Les cuisiniers de la politique, ceux qui manient la queue de la poêle comme ceux qui ambitionnent de la tenir bientôt, ne demeurent généreux que sur une marchandise, seule denrée non périssable en la matière : les salades, qu'ils nous débitent quotidiennement et que l'approche de la grande foire aux municipales a réinstallées aux places les moins chères sur le marché des bonimenteurs. Comme un quartier de viande livré aux appétits de chalcals pourtant repus, la Mairie de Paris avec la bataille qu'elle suscite offre à nouveau l'occasion de voir évoluer le ballet majestueux des vautours dont le dévouement à vouloir faire notre bonheur a quelque chose de touchant.

Réduits et convaincus par leurs organisations syndicales de ne discuter que la gressour du bifteck, les travailleurs de ce pays déçus par la popote servie se tournent vers les remplaçants qui, comme les autres, après avoir déplacé quelques fourneaux et repeint les murs de la cuisine, continueront à leur en interdire l'accès pour mijoter à leur aise l'éternel ratatouille dont ils devraient pourtant être gavés.

Redoutant tout changement, les organisations politiques ne veulent voir en ceux qu'elles attirent que les pantins, les habitués des files d'attente pour bureaux de vote ou P.M.U.

Devant le gâteau qui se rétrécit en cette période, les privés de dessert se font de plus en plus nombreux et comme nous l'avons dit dans ce journal, la crise qui se dessine aujourd'hui ne se transformera pas en une crise de digestion grâce aux bons soins des petites fées du logis « socialistes ».

C'est à ces privés de dessert que les anarchistes s'adressent à nouveau, en les invitant à laisser leurs maîtres queux devant les gamelles infectes qu'ils nous servent et qui leur permettent de parer leurs restaurants-politicards de trois étoiles comme des képis de généraux.

A laisser le morceau aux mains des « spécialistes », on ne récolte, comme les pigeons, que les miettes.

Allons manger ailleurs et faire notre cuisine nous-mêmes, devenons tous cordons-bleus !

AMIS LECTEURS

Le mois dernier, pour des raisons de mise en page, nous n'avons pu faire figurer la totalité des souscriptions. Nous tenons à nous en excuser auprès de tous ceux dont les noms n'ont pu paraître dans notre liste. Nous profitons de cette occasion pour rappeler la régularité de notre souscription et remercier tous les amis du Monde Libertaire qui, avec nous, combattent pour la dignité et l'avènement d'un monde de justice et de liberté.

Le lancement de la souscription pour l'hebdomadaire nous a rapidement amenés à une somme régulière de 20.000 F par mois. Nous pensions pouvoir dépasser ce chiffre, mais il semble malheureusement que tous ceux qui ont à cœur de voir sortir rapidement le Monde Libertaire dans sa formule hebdomadaire arrivent au maximum de leurs efforts. Ils les poursuivront, nous en avons l'assurance.

Les groupes organisent leur propagande en fonction de cet objectif capital pour le mouvement, que ce soit par des meetings, des galas, par l'affichage ou la diffusion du Monde Libertaire. Même les plus isolés d'entre nous apportent leur contribution. Ensemble, il faut que nous parvenions à maintenir le taux de la souscription mensuelle à 20.000 F ou plus, de manière à sortir rapidement les premiers numéros de l'hebdomadaire.

Au mois de septembre 76, nous pensions pouvoir être prêts courant mars 77. Aujourd'hui, nous savons que nous devons reculer l'échéance car, dans cette aventure, nous devons éliminer tous les risques d'échec. L'argent manque, c'est à tous les lecteurs que nous faisons appel car ils sont tout autant que nous persuadés de l'urgence qu'il y a à mettre sur pied une presse libre, révolutionnaire.

Les résultats de la campagne publicitaire que nous menons pour le Monde Libertaire commencent à se faire sentir. Sur Paris, alors que la campagne d'affichage vient à peine de commencer et que les modifications de distribution du journal n'ont pas encore pris effet, nos ventes en kiosques ont augmenté de 10 %. Nous attendons les résultats pour le Var et le Nord des Hauts-de-Seine : ils seront significatifs de ce qu'il est possible d'obtenir.

Nous installons les bases techniques de lancement de l'hebdomadaire ; il faut que les finances suivent !

Les Administrateurs :
François GARCIA - Léopold TAMAMES

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à
LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : 805.34.08

PRIX DE L'ABONNEMENT

France :	Etranger :
6 numéros 20 F	6 numéros 30 F
12 numéros 40 F	12 numéros 60 F
Sous pli fermé :	Par avion :
6 numéros 30 F	6 numéros 39 F
12 numéros 60 F	12 numéros 78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :
Prénoms :
Adresse :
Code postal :

A partir du numéro Inclus

- Abonnement
- Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

- Chèque postal
- Chèque bancaire
- Mandat-Lettre

Pour tout changement d'adresse joindre la dernière bande et un franc en timbres.

En dehors des clous...



« Bourse » du travail

Godelure est épaté : il a découvert l'Amérique, et c'est pour lui une révélation :

« Formidable. Voilà des gens qui n'ont chez eux que 4,5 % de paysans et qui sont capables, avec leur agriculture, non seulement de se nourrir eux-mêmes, mais aussi de fournir des denrées alimentaires au monde entier. Ils envoient des céréales aux pays socialistes de l'Est, dont certains ont encore 25 % de leurs citoyens employés aux champs. Autrement dit, ils ont fait la preuve que moins l'agriculture fait travailler de bras, plus elle peut nourrir de bouches.

— La grande relève des hommes par la machine n'est plus une nouveauté, Godelure, depuis Jacques Duboin. Où voulez-vous en venir ?

— A ceci. Eclairés par cette démonstration agricole, les économistes ambitionnent de la transférer à un autre domaine, celui de l'industrie. Le jour où les usines n'emploieront plus que 4,5 % des citoyens pour les faire fonctionner, la production globale sera assurée intégralement.

— De sorte que, paysans et ouvriers réunis, on obtiendra toute la production agricole et industrielle avec 9 % de travailleurs !

— N'est-ce pas merveilleux ? Toutefois, il se peut qu'on n'ait pas compris là-dedans certains rouages. Entre autres, ceux des échanges, du commerce, des transports. A force de comprimer la main-d'œuvre, je pense que, là aussi, on réduira ce secteur à 4,5 %.

— Mettons donc 15 % en tout et n'en parlons plus.

— C'est ici que ça me chiffonne un peu.

— Pourquoi, Godelure ?

— La même société qui s'ingénie à restreindre le plus possible le recours au travail humain est celle qui recherche et qui nous promet le plein emploi. N'y a-t-il pas là une contradiction ?

— Sans nul doute. On ne saurait à la fois supprimer 85 % des postes d'activité et promouvoir une politique générale impliquant que tout le monde ait son « job ».

— Autre chose. La morale courante veut que qui ne travaille pas ne mange pas. On aura beau réduire à 15 % le nombre des producteurs, il continuera d'y avoir chez nous, et de par le monde, 100 % de consommateurs, lesquels ne pourront consommer ce s'ils travaillent, puisqu'il leur faudra toujours de l'argent pour acheter les biens produits et que celui qui ne travaillera pas n'aura pas d'argent !

— Vous posez bien le problème, Godelure. Mais avez-vous trouvé la solution ?

— J'en aperçois plusieurs. La première, ce serait que la société inverse sa pyramide. Jusqu'ici, une minorité oisive ou parasitaire vivait du travail d'une immense majorité ; dorénavant, ce serait le contraire : 85 % des gens vivraient à ne rien faire, qu'à regarder travailler les 15 % d'actifs.

— Solution esclavagiste peu satisfaisante pour l'esprit.

— La deuxième consisterait à créer 85 % d'emplois-bidon, de sinécures bureaucratiques, qui permettraient à cette vaste main-d'œuvre excédentaire de faire semblant de travailler, et de justifier ainsi, par une utilité apparente mais fallacieuse, le salaire qu'il faudrait bien lui donner afin qu'elle consomme.

— C'est déjà un peu mieux (et déjà en voie de se réaliser). D'autant plus qu'il est un secteur que vous avez négligé : celui des artistes, et notamment des comédiens. Or, avec de si grands loisirs, il y aura de plus en plus de gens en quête de spectacles. Je crois même qu'on peut prévoir le jour où 50 % d'entre nous joueront à la télévision tandis que l'autre moitié les regardera. Un peu comme ces fêtes dans lesquelles une partie de la population s'assemble pour voir défiler l'autre.

— Enfin, ma troisième solution serait que tout le monde travaille à raison de 15 % de son temps ouvrable. Ainsi, chacun se procurerait à lui-même et procurerait à tous les autres 85 % de loisir, ce qui ferait que, travail et temps libre associés, nous totaliserions chacun 100 % de plein emploi. »

Naturellement, cette troisième solution avait la préférence de Godelure ; elle a aussi la mienne. Pour cette raison, je suis enclin à croire qu'elle sera la dernière à voir le jour, et la première à être traitée d'utopie. D'ailleurs, le monde actuel nous y a-t-il préparés ?

Si, dans l'univers d'aujourd'hui, avec les présentes structures, elle entrerait en application, il s'instaurerait un marché clandestin où l'on s'achèterait, où l'on se vendrait, où l'on mettrait aux enchères, où l'on négocierait à des taux variables des 1 % de labeur et des 1 % de loisir. Ce serait une vraie « Bourse » du travail. Mais pas au sens où l'entendait Pelloutier.

P.-V. BERTHIER.

LEUR LINGE SALE EN PUBLIC

La lecture du *Journal du Dimanche* est parfois réjouissante. C'est le cas du numéro du 12-12-76.

Le dénommé Bruckberger qui se dit révérend-père (de qui ?) fulmine le diable contre tout l'épiscopat français qui a condamné *Les Fumées de Satan*, écrit par ces farfelus de M. de Saint-Pierre et A. Mignot. Je ne sais ce que dit le bouquin en question, mais j'ai lu, in extenso, l'article de Bruckberger. Ça vaut son pesant de fumée de cierges et d'encens associés.

D'abord, qui est Bruckberger ? C'est cet individu qui — très chrétiennement et par amour du pêcheur — pousse au crime en demandant le maintien de la peine de mort pour ceux qui tuent. Est-ce que, par hasard, ce Bruckberger postulerait la place d'aumônier dans une des dernières tribus de coupeurs de têtes après avoir été celui de la Résistance ? Tout est possible avec de tels énergumènes, amants passionnés de la torture et de la MORT.

Toujours est-il qu'il n'y va pas avec la poignée du goupillon, ce croque-mort à cheveux blancs. Et de nous rappeler le bon vieux temps où, pour des néfles, on s'étripait dans des duels. Cependant, le Bruckberger gemberge un tantinet lorsqu'il veut nous faire croire que

les éminences en décousaient à l'arme blanche. Ils avaient d'autres moyens dont cette calomnie que le Révérend-Père vilipende présentement après que l'institution — l'Eglise — et l'ordre — les dominicains — auxquels il appartient, en eurent abondamment usé et abusé. Sans parler des poisons.

Çà, c'était pour les hobereaux grands et petits. Mais le peuple prenait des coups de bâton qu'il ne pouvait d'ailleurs pas rendre. Et ce chrétien, tout pétri de divine pitié, d'approuver et de regretter qu'il n'en soit plus ainsi.

Et mine de rien, un peu de publicité — « on le trouve dans toutes les librairies » — pour *Les Fumées de Satan*. A vos fouilles, compagnons, et vot'bon cœur pour ces pauvres mecs de M. de Saint-Pierre et A. Mignot... et pour le martyr de la foi, Lefebvre, évêque en rupture de Cour de Rome.

Après avoir tonné contre la Délation et la Calomnie, voilà notre spadassin en soutane qui nous fait part des mouchardages (dans son sens) dont l'abreuveur des lecteurs de l'*Aurore*. Belle figure ecclésiastique, adoucie d'une belle mentalité !

Suit un galimatias, un charabia innomable qui engagerait les Impétrants en religion catholique. On dirait bien qu'ils ont — les évêques

incriminés — fichu froc et engagement aux orties. Mais le Bruckberger revient aux *Fumées de Satan* pour nous parler de témoignages dont M. de Saint-Pierre et A. Mignot auraient pudiquement tu les noms des témoins et les lieux où créchent les iceux ! C'est pas bizarre, non ?

« De quel côté se mettent-ils donc (les évêques style roman new look), ainsi dans cette histoire de sang que fut le martyre de Jésus-Christ ? Du côté de la victime (?) innocente (?) ou du côté des bourreaux ? » Pertinente question, pertinente indignation ! Voilà une suggestion : coupez-leur la tête, ça les apprendra à vivre ces saquins. Et avec votre bénédiction, bien sûr.

Le crâne farci de réminiscences historiques, le susdit révérend-père nous parle du célèbre (c'est son mot) Cauchon, évêque, qui aurait condamné la pucelle à mort. « Apparemment, ce Cauchon-là a fait des petits », constate finement Bruckberger. On ne lui fait pas dire.

L'épître se termine lyriquement : « Evêques, la religion se meurt par vous ! » Peut-être ; mais elle n'en finit pas de crever à cause des jorabats qui réaniment sempiternellement son corps moribond et nauséabond.

Paul MAUGET

LA MESSE NOUS EMMERDE

Lorsque le sire Lefebvre, évêque de son état, se montra fort rebelle aux directives de son entreprise et fort impertinent envers son « supérieur hiérarchique », le nommé Montini (surnommé Paul VI pour les besoins de la Cause !), une partie de la presse s'empressa d'annoncer un schisme comme inévitable, et aussitôt, des sondages furent entrepris afin de déterminer approximativement le pourcentage de catholiques qui suivraient l'Eminence d'Écône, dans l'hypothèse d'une rupture totale avec le Vatican.

On sait que pas mal de papier a été noirci depuis lors sur les causes supposées de cette profonde division, mais les spécialistes ont tout de même fini par se mettre d'accord, au moins sur un point : l'Eglise catholique romaine est affaiblie, ébranlée par l'existence en son sein de plusieurs tendances, irréconciliables entre elles, de toute évidence ; cette crise, d'une dimension sans précédent, semble avoir été provoquée, en grande partie, par l'« agiornamento », décidé à Vatican II, sous le pontificat de Jean XXIII ; elle accélère encore, bien entendu, le processus de déchristianisation, qui amène certains théologiens à prévoir pour l'an 2000 (c'est-à-dire dans 23 ans !) : « 10 % de chrétiens en France au mieux, 1 % au pire ! ».

Cette prédiction ne doit pas nous réjouir outre mesure : la religion, le fanatisme ne disparaîtront pas du jour au lendemain ; il n'y a qu'à constater le nombre croissant des sectes (toutes plus farfelues, délirantes, austères, les unes que les

autres !) pour admettre que nous sommes loin encore d'avoir vaincu la superstition et le charlatanisme.

L'affaire Lefebvre, en France, est un peu l'arbre qui cache la forêt : les positions pro-fascistes de cet énergumène en soutane ne laissent pas planer le doute sur ses intentions véritables (rappelons-nous son éloge des dictatures latino-américaines), mais cet extrémiste dangereux ne représente pas, à lui seul, tout le courant TRADITIONALISTE de l'Eglise, et il semble que les évêques prêtent une oreille beaucoup plus attentive aux doléances des intégristes rassemblés autour de l'association « CREDO », qui proclament leur fidélité au pape, tout en protestant bruyamment contre les « égarements » de certains prélats, jugés trop « progressistes » ou « politisés ». A ce propos, il est assez cocasse de relever certains des « témoignages » recueillis par l'écrivain Michel de Saint-Pierre, porte-parole de « CREDO » : ces « témoignages » sont rassemblés dans un ouvrage intitulé *Les Fumées de Satan*, où il s'élève contre ce qu'il appelle « les sacrilèges dans les églises » ; un curé envoie à ses ouailles l'invitation suivante : « Soirée de partage et de célébration à l'aumônerie ; Jésus-Christ, un révolutionnaire que seuls les révolutionnaires peuvent aimer ; Jésus-Christ, deux mots qui nous emmerdent trop souvent quand on ne sait plus ce qu'ils veulent dire ».

« A B... », au moment de la communion, le curé donne les « récipiendents » à des distributeurs et va

fumer une cigarette à la sacristie ». Par de tels exemples les intégristes de « CREDO » font appel aux « fidèles », dérotés, agacés ou troublés par ces changements, par tout ce chambardement qui a un arrière-goût d'« opportunisme » racoleur, et ils s'en prennent violemment à tous les « déviationnistes », « modernistes », « gauchistes », « crypto-communistes », qui, selon eux, cherchent à détruire le catholicisme traditionnel.

Alors, est-on à la veille de l'éclatement ? Henri Perrodo-Le Moyné constate, dans *La Raison*, organe des libres penseurs, que « les vieilles idéologies et disciplines religieuses connaissent une décrépitude dorée » et il souhaite que « de plus en plus nombreux, les hommes et les femmes de cœur et de volonté aient le noble courage de s'évader de ce que Descartes appelait « la cave de l'aveugle » afin de savourer pleinement la liberté, la sérénité, l'amour et la paix ». Tel est bien notre sentiment car nous disons que l'homme nouveau sera celui qui aura déserté les églises à jamais, celui qui aura su se débarrasser de toutes les illusions mensongères qui, des siècles durant, par leur complicité criminelle avec les autorités établies, l'ont confiné dans la crainte, dans l'obscurantisme, dans l'immobilité, dans le respect du maître.

Où, l'homme de demain n'aura ni Dieu ni Maître.

Bernard LANZA

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LE MONDE LIBERTAIRE
Organe de la Fédération Anarchiste

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE A SAUMUR

Diffuser le plus largement possible les idées anarchistes, faire connaître partout l'alternative socialiste libertaire pour un changement radical des structures oppressives et aliénantes de la société « libérale avancée » giscardienne, faire entendre leur voix et leurs propositions dans leurs lieux de travail comme dans leurs lieux d'habitation de leur région, c'est ce qu'ont décidé les militants de la F.A. pour renforcer la dynamique d'action et de propagande dans un but de popularisation de l'anarchisme, au travers de leur organisation et de son journal, le **Monde Libertaire**, et leurs luttes révolutionnaires.

Le meeting qui s'est tenu à Saumur le 26 novembre, préparé par la M.I.C. de cette ville, dans un cadre d'information sur les rôles et les objectifs des formations politiques, a permis aux camarades de l'U.R.C.-F.A. (Union Régionale du Centre de la Fédération Anarchiste) d'affirmer cette dynamique d'action en leur donnant le moyen de faire davantage connaître la nature et les buts de notre organisation.

C'est devant un auditoire d'environ quatre-vingt Saumurois que les quatre orateurs de l'U.R.C.-F.A. ont tour à tour présenté la Fédération Anarchiste, sa structure fédéraliste, ses activités au niveau local et national, ses axes de propagande antitâtelique et anticapitaliste, le fédéralisme autogestionnaire, antimilitarisme, écologie libertaire, liberté sexuelle, pédagogie libertaire, internationalisme...

Un débat s'est ensuite instauré entre la tribune, les responsables de la M.I.C. et l'auditoire dont l'intérêt pour nos idées et nos activités s'est très tôt manifesté. Les camarades anarchistes ont répondu aux nombreuses questions qui leur ont été posées, en insistant sur tous les points qui pouvaient paraître obscurs, notamment sur le caractère « utopique » de l'anarchisme dont la réputation indiscutable a été souli-

gnée par l'exemple d'une réalisation concrète d'une société anarchiste en Espagne en 1936. L'autogestion, l'anarcho-syndicalisme, l'affaire des comités de soldats, le terrorisme firent également l'objet de mises au point.

Les camarades de l'U.R.C.-F.A. ont placé cette soirée à un niveau positif, car ils ont rencontré à Saumur un public intéressé et curieux de connaître la pensée et l'action anarchiste; nous en voulons pour preuves les nombreux exemplaires du **Monde Libertaire** rapidement distribués et les achats de livres et de brochures faits à notre table de vente.

Par-delà ce meeting, il faut constater que non seulement il s'est tenu dans une période de crise économique, mais également dans la perspective des futures élections législatives de 1978. Nous nous devons, en tant que militants anarchistes révolutionnaires, de profiter de ces deux facteurs pour mettre en avant, dans toutes les occasions qui s'offrent à nous, nos propositions concrètes de lutte contre le système capitaliste privé et contre le socialisme d'Etat, en dénonçant (en dehors de toute perspective électoraliste) aussi bien la coalition de la droite réactionnaire que l'Union de la Gauche dont les dirigeants n'aspirent qu'à gérer le capitalisme lorsqu'ils seront au pouvoir.

La Fédération Anarchiste, par la participation de ses militants dans les luttes sociales, par ses mots d'ordre de grève générale expropriatrice et autogestionnaire, ouvre la perspective d'une réelle alternative au capitalisme privé ou d'Etat. C'est pour cela qu'au travers de ses groupes et de son journal, elle poursuivra son action et une information auprès de tous ceux qui subissent quotidiennement l'exploitation, la domination et les violences de la classe et de l'Etat bourgeois.

Raymond
(Groupe libertaire de Tours)

PARIS - BANLIEUE SUD : une conférence, un meeting

Antony, Choisy-le-Roi : deux réunions-débats poursuivaient le cycle de conférences entamé par le groupe libertaire Fresnes-Antony de la Fédération Anarchiste.

La seconde (Choisy-le-Roi) nous a permis d'approfondir la vie et la pensée de Bakounine dont c'était le centenaire de la mort. Les nombreuses éditions de ses écrits ou d'analyses de sa pensée (en particulier un numéro spécial de la revue anarchiste **La Rue**), au cours de l'année 1976, nous faisaient pressentir avec raison un débat animé.

Il fut l'occasion pour nous d'opposer au capitalisme, comme au socialisme d'Etat, notre conception fédéraliste de la société que nous préconisons comme de l'organisation que nous développons chaque jour.

Cette réunion fut aussi l'occasion de démontrer (s'il en était encore besoin) l'actualité des conceptions bakouniniennes, actualité qui ne cesse chaque jour de confirmer ses critiques et par-là d'affirmer le socialisme libertaire, l'anarchisme, comme seule alternative réelle à l'exploitation tant du capital que de l'Etat.

La première réunion-débat (Antony) nous tenait certainement plus encore à cœur puisqu'elle abordait le sujet qui aujourd'hui nous préoccupe tous : la réponse, par notre futur **Monde Libertaire Hebdo**, aux provocations des mass-media. Les orateurs ont démontré le pouvoir de l'information, pouvoir qui, s'il n'est pas contrecarré, peut anéantir en quelques instants le travail de mois d'efforts : pouvoir qui n'a aucunement peur de mentir consciemment, puisqu'il sait pertinemment que toute réponse est impossible.

La droite comme la gauche, capitalistes comme soi-disant socialistes, se servent de la presse pour

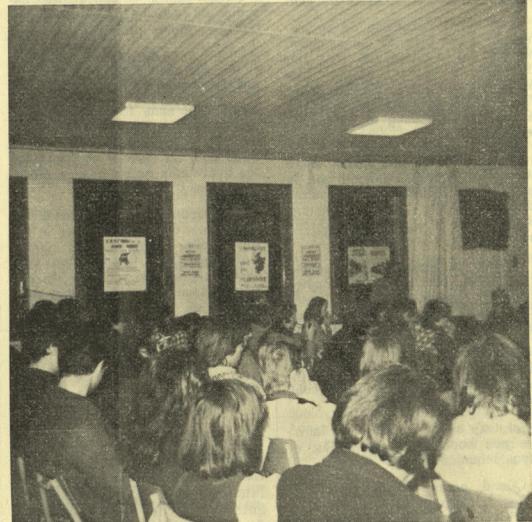
barrer la route à la libre circulation des idées et à une véritable information de tous.

Concentrées entre quelques mains, les media se posent de plus en plus comme les seuls moyens de liaison entre les individus et n'ont bien souvent que deux buts :

Satisfaire, par tous les moyens, l'Etat ou un futur pouvoir ;

tude des « moyens d'information » est claire : ils amplifient le moindre geste pouvant nous nuire et taisent ou déforment volontairement toutes les activités constructives de l'anarchisme.

Des exemples ? Qui parle de la C.N.T. Espagnole qui s'oppose d'ores et déjà au Carlisme, fascisme déguisé ? Qui a évoqué



Satisfaire et s'assurer coûte que coûte une clientèle toujours croissante, au détriment de la qualité des informations et de la pluralité des interprétations.

En ce qui nous concerne, l'atti-

l'action prépondérante des anarchistes (et en particulier de notre Fédération) dans les manifestations pour les travailleurs polonais et contre la peine de mort ?

Par contre, faites exploser un pétard devant les portes d'un commissariat, ayez dans votre bibliothèque le **Que sais-je ?** sur l'Anarchisme et, immanquablement, vous pourrez lire dans les quotidiens du matin que des anarchistes ont voulu détruire le monde.

Telle est la réalité de l'information !

Face à cet état de fait, une question se pose avec insistance : que pouvons-nous faire, nous anarchistes, militants et sympathisants, pour que la lutte que nous devons mener contre toute la presse, qu'elle soit de droite, de gauche, d'extrême-droite ou d'extrême-gauche, porte quelques fruits ?

La réponse est claire aujourd'hui : il faut construire nous-mêmes notre presse. Notre presse, cela veut dire l'hebdo, hebdo que nous pourrions avoir dès demain si nous le voulons.

En cinq mois, sans fête et sans grand gala, nous avons réuni le tiers de la somme dont nous avons besoin pour sortir un hebdomadaire digne de ce nom.

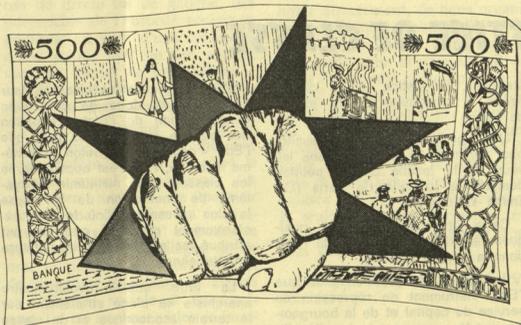
Il faut que tous nous poursuivions notre effort. Effort de souscription bien sûr, mais aussi effort pour la diffusion du mensuel, effort pour la campagne d'abonnements.

Les meetings qu'organise le groupe Fresnes-Antony ne sont qu'une des multiples façons de populariser dès aujourd'hui notre futur hebdo. Que chacun fasse ce qui est en sa possibilité et non seulement notre presse sera plus présente, plus proche de l'actualité, mais encore notre organisation, le mouvement libertaire tout entier pourra s'affirmer comme seule solution face à la démagogie du capitalisme et au despotisme de l'Etat.

Groupe libertaire FRESNES-ANTONY

SOUSCRIPTIONS MONDE LIBERTAIRE HEBDO (Période du 15 décembre au 15 janvier)

CHEREAU	100	Groupe L.-MICHEL	1000	AGACCIO	200	BOYER	50
ELIE et MAMIE	20	PULIDORI	50	LANDREAU	100	DUPUY	100
MORISCO	50	G.I.A.	100	SECRETAIN	20	Groupe GERMINAL	750
Groupe B.N.P.	500	VENDOME	400	JEAN-LUC	100	MOAL	60
GARCEAU	100	VERMERIE	50	FRANÇOIS	20	CABALLERO	10
FONTANE	10	Groupe RENNES	260	CLOCHE	20	LE HEGARAT	50
MORION	10	CHARIGNY	150	Groupe LORION	350	MORIN	100
Groupe MALATESTA	2000	JACQUOU	50	THIEROT	10	MARIN	20
RICHARD	30	CROVAERT	70	BREST	100	MERLOT	20
WILLEMIN	50					VALLET	200
MARYNUS	95					CHASSIN	25
Groupe OYONNAX	640					Groupe BAKOUNINE	200
DEBIEU	100					DEPUTEUX	30
FERNANDEZ	151					MALLIA	30
Groupe C.I.C.	400					BRUYERE	30
CARRIQUE	30					SCARTON	200
MICHAUD	40					FONTARENSKY	50
GERALD	100					MONTMORENCY	20
Groupe AULNAY-SEVRAN	200					PLOTON	20
OREAL	100					JACQUET	20
MIKOLASEK	100					BERLIE	50
DUROU	100					BERRAUD	40
GUILLOCHEAU	100					LAMBLIN	100
Groupe FRESNES-ANTONY	1500					BANCE	50
FAUGERAT	250					Groupe BORDEAUX	938
MAURICE	50					VANDENBORRE	20
FONTAINE	100					VANBREMESCH	100
Groupe E. GOLDMAN	600					MILLOT	100
CORNIC	120					MENY	50
FRADISS	40					H. d'AUBAGNE	100
RODRIGUEZ	100					MAX	100
HERMAN	100					Groupe LIBOURNE	300
COLLON	50					Groupe ROUEN	750
LANZA	110					GALICHET	50
LEFEVRE	100					PARDESSUS	240
VASSE	300					Groupe TOURS	200
DONO	30					J.-C. RICHARD	100
PREVAUD	100					SARTROUVILLE	200
RICHARD	100						
VERONIQUE	10					Total	20128
THIERRY VINCENT	26					Mois précédents	103018
NESTOR	18					Total général	123146
		COULON	100	FOURNET	100		
		Groupe TOULON	400	RICHARD	100		
		OLLIVIER	200	ROYNETTE	100		
		WELLER	80	QUEUDET	80		
		BRUYANT	15	BELLIARD	100		
		BEAUFILS	50	ZUJKA	100		
		GORIN	50	Groupe VOLINE	600		
		HERNANDEZ	100	Groupe LE HAVRE	320		



LA PEINE DE MORT

« Hypocrite lecteur, mon semblable, mon frère ! »

Charles BAUDELAIRE.

A la faveur de l'actualité, la peine de mort est à l'ordre du jour.

Cela donne l'occasion de se manifester à ces organes qui semblent n'avoir pas d'autres fonctions que de hurler à la mort au pied des échafauds et de réveiller chez l'homme ses instincts les plus bas et son goût du sang et de la violence.

C'est ainsi que le Parisien libéré (libéré de quoi ?) s'indigne que la grâce présidentielle ait soustrait deux meurtriers à la guillotine, deux gitans de surcroît et, de plus, auteurs d'un crime crapuleux.

Pas de circonstances atténuantes, comme le proclament d'honnêtes citoyens, confortablement calés dans leurs fauteuils et délibérant de la vie ou de la mort d'un homme.

Cependant, le susdit Parisien libéré est beaucoup moins tapageur au sujet d'un autre meurtrier, celui du député de Broglie.

Ici il n'y a pas de blagues à faire ; de gros bonnets y sont mêlés, et jusqu'à quel échelon ?

Quand, parmi les criminels, il y a des riches, des politiciens et des policiers, alors — mais alors seulement — il y a des circonstances atténuantes.

L'important surtout, c'est que le public ne soit pas avisé. Les assassins du grand monde, ça ne le regarde pas.

Il a assez à faire, sur l'annonce des Parisien libéré et consorts, à réclamer la décapitation de Patrick Henry.

Pendant qu'il gueulera « A mort ! », on pourra classer les affaires gênantes, trafiquer des armes qui causeront le massacre de combien de petits Philippe, au sujet desquels nul ne demandera de comptes.

Combien de fois faudra-t-il reprendre le problème à la base ? Combien de fois faudra-t-il proclamer cette évidence que, si la société compte des criminels, c'est qu'elle les engendre, c'est qu'elle porte en elle le crime ?

Certes, il est facile d'émuouvoir l'opinion, de remémorer le meurtre et le geste odieux de celui qui n'a été désarmé ni par son innocence, ni par sa faiblesse, ni par son sourire.

Encore une fois, ceux qui cherchent à faire vibrer la corde sensible ont beau jeu, à ceci près que leur pitié et leur indignation sont à sens unique et recouvrent pudiquement des plis d'un drapeau tous les autres crimes qui sont commis de par le monde, non moins excusables et non moins crapuleux.

Et c'est là que le bât blesse : ces hommes qui vont juger (qui a le droit de juger ?) et qui vont se prononcer pour l'exécution d'un de leurs semblables (qui a le droit de tuer ?) peuvent-ils eux-mêmes plaider non coupables ?

Ne sont-ils pas, eux-mêmes, les complices, les SEMBLABLES du meurtrier lorsqu'ils décrètent sa mort ?

Ils veulent stigmatiser le crime, disent-ils, mais en y ajoutant un autre crime, ils analysent s'il y a eu ou non préméditation, mais eux-mêmes en sont coupables.

Devant cette évidence, les assoiffés de la peine de mort ont des répliques toutes prêtes.

En premier lieu, la valeur d'exemplarité que peut avoir pour les autres l'exécution capitale.

Argument sans fondement et démenti par les statistiques, auquel se raccrochent les pourvoyeurs d'échafauds pour se justifier et dissimuler des sentiments de vengeance moins avouables.

Où encore, parmi l'arsenal de toutes les niaiseries émises à ce sujet, celle illustrée par la phrase d'Alphonse Karr : « Si l'on veut abolir la peine de mort, en ce cas que Messieurs les assassins commencent ».

Malheureuse parole : où sont les assassins qui ont tâche de commencer ?

Où sont-ils sinon parmi ceux qui feignent de s'indigner !

Où sont-ils sinon parmi les chefs d'Etat qui signent les guerres, les généraux qui en font métier et les polices, parallèles ou gon, qui ont mission de sauvegarder un ordre pareil !

Où sont-ils sinon parmi ceux qui ont enlevé Ben Barka ou parmi les suspects de l'affaire Markovitch, au rang desquels se comptait un futur président de la République !

Une autre forme de polémique, aussi peu honnête, est l'accusation qui nous est faite de couvrir et d'approuver le geste commis par un accusé.

En réalité nous distinguons le crime du criminel.

Comment pourrions-nous approuver le meurtre d'un être humain ? Nous le condamnons sans réserve, qu'il soit consommé à titre individuel, moral, religieux ou patriotique.

Mais quelle gribouillerie d'ajouter un attentat à un attentat et un bourreau à un criminel !

Condamner un homme à la peine irréversible, c'est refuser de remettre en cause tous les mobiles qui l'ont poussé à ce geste odieux. C'est soustraire à la justice tous les individus, les systèmes et les institutions qui ont été ses complices et ses inspirateurs.

Il est plus facile de trancher la question avec la tête d'un homme et de s'assurer bonne conscience à ce prix.

La peine de mort est inique, elle est également stupide et injuste. Elle s'exerce aveuglément, innocem-

ment celui-ci pour condamner tel autre, se déterminant sous les pressions politiques, se décrétant selon l'amusement de l'opinion et les clameurs des « mass media ».

En bref, l'accusé joue sa tête comme on joue vingt francs à la roulette.

Il est à la merci d'un manque de répartie de son avocat, des cris de la foule, des menaces des fanatiques ou de la proximité d'une élection.

Et c'est ce qu'on appelle la justice !

C'est pour justifier une pareille parodie que des centaines de milliers de malheureux hurleront « A mort ! », le cri le plus pauvre et le plus étranger à notre condition d'homme.

Maurice LAISANT.

LE RACISME N'EST PAS FATAL

Pour nombre de journalistes politiques, le racisme ne serait rien d'autre qu'une regrettable fatalité, et de distingués sociologues font écho à cette affirmation tendancieuse en prétendant que si le pourcentage d'immigrés dans la population d'un pays quelconque vient à dépasser 12 %, les manifestations de racisme deviennent inévitables et risquent de dégénérer en graves émeutes. Tous ces intellectuels en mal de copie ne s'étonnent donc pas — et moins encore ne s'indignent — des propos imbéciles du genre : « Ces étrangers ! Ces bougnouls ! Qu'ils retournent chez eux ! », convaincus qu'ils sont — ou font semblant de l'être — que, si le « seuil critique » des 12 % n'est pas franchi, tous les problèmes seront résolus, ou presque.

Leur est-il une seule fois venu à l'esprit, à ces bonnes âmes, que le racisme qui se manifeste envers les immigrés n'est pas uni-

quement dû à un réflexe d'hostilité pour ceux qui sont « différents », mais qu'il est AUSSI un produit de la société d'exploitation dans laquelle nous vivons. C'est un fait : la très grande majorité des immigrés (Africains, Arabes, Italiens, Espagnols, Portugais, Yougoslaves, etc.) ne sont pas des P.-D.G., des médecins, des avocats, des cadres, mais des manoeuvres, des éboueurs... Voilà une des raisons capitales qui font d'eux des méprisés : ils sont au plus bas de l'échelle hiérarchique... et, en plus, ils ne votent pas, ce qui explique le peu d'empressement des syndicats politisés à défendre leurs revendications propres. Ce mépris des pauvres, on le retrouve partout et toujours dans l'Histoire. Il explique le PILLAGE des pays en voie de développement par les Etats « civilisés » de l'Occident industrialisé.

Le colonialisme n'est mort qu'en apparence : le néo-colonialisme, réalisé par l'intermédiaire de gouvernants « fantoches », tenu en laisse par l'impérialisme ex-colonisateur, se porte bien, merci ! Et il serait faux et stupide de croire que la classe ouvrière n'est pas atteinte par le virus du racisme. Au contraire, une partie importante des travailleurs de ce pays ont le sentiment que ces « parias » — souvent encore plus exploités qu'eux — sont la cause principale du chômage, qu'ils ruinent la Sécurité sociale, qu'ils apportent avec eux des maladies, que sais-je encore ? La société capitaliste, qui doit DIVISER pour mieux régner, a tout intérêt à ce que ces préjugés RACISTES subsistent, car elle n'ignore pas qu'une UNION de TOUS les EXPLOITÉS, nationaux et immigrés, signifierait la fin de cette société de profit et d'inégalité.

C'est pourquoi nous devons combattre résolument et sans faiblesse cette gangrène qu'est le racisme, pourrisseur et servant les intérêts des patrons et de leur pouvoir. Nous ne devons jamais oublier non plus que les doctrines racistes ont souvent été le prétexte — et encore dans un passé récent, hélas ! — au déclenchement de guerres monstrueuses, accompagnées de tortures et d'ignominies sans précédent. Mais il ne suffira pas de condamner une fois de plus l'idiotie de ces doctrines (qu'entretiennent, en France, des groupuscules néonazis et des petits partis fascistes) ; il faudra également agir pour que crève cette société de classes, qui engendre nécessairement le mépris pour les plus démunis ; et sur ses ruines, il faudra construire un monde neuf, égalitaire et fraternel.

L. B.

JUSTICE DE CLASSE

Dans le Monde Libertaire de janvier, un article intitulé « Ici, on expulse, on mure, on exploite » signalait l'extrême urgence pour les mal-logés du Marais d'être recasés dans le quartier et insistait sur la lutte globale de l'Inter-comité contre les expulsions et la spéculation immobilière privée ou d'Etat. Deux familles avaient occupé deux appartements vides — deux parmi les 5.000 logements vides abandonnés aux griffes des promoteurs. L'une d'entre elles, la famille Saada, suite à cette occupation, se voyait assignée, le 4 janvier, devant le juge des Référés, lequel lui notifiait son expulsion. Elle était accompagnée par les habitants en lutte du quartier.

Ainsi la « justice » confirmait, par cet acte d'expulsion, le droit public de spéculation, le droit public d'exploitation, la sainte alliance du pouvoir d'Etat et des puissances d'argent, les banques, la communion étroite entre l'une des structures

étatiques, la justice, et le capitalisme, la continuité de la justice de classe !

Une pétition circulait aussitôt pour réclamer le maintien dans les lieux de la famille Saada, pétition destinée à la Ville de Paris (Gr. Emma Goldman).

Cette lutte nous conduit à quelques réflexions sur le rôle de l'Etat dans la société actuelle.

Il apparaît de plus en plus que l'Etat, instrument de répression au service du capital et de la bourgeoisie, est là aussi pour tenter d'équilibrer et de concilier les intérêts antagonistes au sein de la société, intervenant fréquemment aujourd'hui comme « médiateur » dans les luttes sociales les plus radicalisées, comme à Lip ou à Parisien Libéré. Ce rôle de « conciliateur » est fortement réclaté par la Gauche qui entend utiliser les structures bourgeoises de l'appareil d'Etat.

L'Etat engendre les classes ; leur disparition va donc de pair avec la destruction de l'Etat. L'abolition des classes ne suffit pas pour que l'Etat « dépérisse ». (Selon le schéma marxiste, l'Etat est apparu après les classes pour maintenir le système de domination de la classe la plus puissante, d'où le rôle exclusivement répressif que lui ont attribué les partisans de la dictature prolétarienne.)

La lutte sociale-révolutionnaire anarchiste se place strictement sur le terrain économique et de classe — de toutes les classes exploitées — et nie tout pouvoir politique et autoritaire qui ne peut que consacrer la perpétuation de l'Etat, c'est-à-dire l'exploitation de l'individu par l'individu, au moyen de structures centralistes hiérarchisées, la bureaucratie, la police, l'armée, la justice.

Jean-Charles (Gr. Emma Goldman)

COMMUNIQUE OBJECTION-INSOUMISSION

Le temps passe et la liste des réfractaires s'allonge. Après J.-P. Vilaine, de Dijon, qui a fait connaître son refus d'aller à l'armée (on n'est plus protégé !), c'est au tour de Pierre Dantec, du Havre, militant de l'Union Pacifiste de France, à tourner le dos à son devoir de citoyen.

L'armée ne l'avait convoqué que pour accomplir une période et le voilà qui en profite pour renvoyer son livret militaire. Un Comité de soutien s'est d'ores et déjà créé au Havre, 62, rue du Général-Sarrail.

Son procès aura lieu le 2 février prochain, à 14 heures.

Adresse du Tribunal : 151, bd de Strasbourg, 76600 Le Havre.

La Rédaction.

Lutte contre le nucléaire dans le Cotentin

Dans le Nord-Cotentin, les travailleurs atomiques de La-Hague sont en grève depuis le 16 septembre. Grève de routine ? Ce n'est pas du tout évident lorsqu'on sait que les grévistes bloquent le retraitement des combustibles irradiés et que cette usine de retraitement est actuellement la seule en fonctionnement dans le monde. L'usine atomique est arrêtée depuis plus de 2 mois : une grève aussi dure ne se fait pas sans raison. Que se passe-t-il donc sur cette presque île oubliée de tous, sauf peut-être du vent ?

Voyons tout d'abord ce qu'est cette fameuse usine atomique de La-Hague. Ce centre traite les

combustibles radioactifs en séparant les composants par différents procédés chimiques successifs. Jusqu'à ce jour la majeure partie des combustibles traités provenait de la filière française « uranium-graphite-gaz ». Dorénavant, grâce à la mise en route de l'atelier HAO (haute activité oxyde), l'usine pourra retraiter les combustibles des réacteurs à eau légère. Quand on sait que ces déchets PWR sont 10 fois plus dangereux que ceux de la filière française, on devine aisément les problèmes qui vont se poser.

La grève actuelle du personnel de La Hague tend à s'opposer à la privatisation du CEA. En effet le

gouvernement et le CEA veulent créer une filiale pour toutes les industries du cycle nucléaire (mines, enrichissement, retraitement). Cette société filiale du CEA, la COGEMA, a un statut privé. Le CEA est autorisé à vendre 49% de ses actions sur la COGEMA à des entreprises privées. C'est l'ouverture de la braguette par laquelle s'engouffreront les sociétés privées...

Profit et sécurité font souvent mauvais ménage dans le système capitaliste ; aussi n'est-il pas étonnant de voir que le principal souci des travailleurs de La-Hague se trouve être la sécurité nucléaire dans et hors de l'usine. Ce problème est d'autant plus crucial qu'à

La-Hague la radioactivité ne cesse d'augmenter ainsi que le nombre des travailleurs irradiés (500 contaminations en 4 ans). En effet, au vieillissement des infrastructures du centre s'ajoute une dégradation de la formation du personnel : il y a 10 ans un ouvrier rentrant à La-Hague suivait un stage de 6 mois, maintenant ce stage est réduit à 2 jours. Ce mépris de la sécurité au CEA éclata au grand jour en 1970, quand le S.P.R. (Service de Protection contre les Radiations) jusque-là indépendant de la production, vit son rôle réduit à celui de conseiller auprès de la direction. Comment nier cette dégradation de la sécurité ? Regardons plutôt :

— en 1970, il y a eu 70 cas de contamination internes ;
— pour les 6 premiers mois de l'année 76, 205 cas de contamination ont été dénombrés.

Que va-t-il se passer quand l'atelier HAO entrera en activité avec des déchets 10 fois plus dangereux ? Autre question : mourir d'une leucémie à la gloire de la fête Eudéeff, est-ce plus beau que mourir médaillé pour les beaux yeux de Marianne-la-Garce ?

Aussi les revendications des grévistes peuvent-elles se résumer en 3 points : refus de la COGEMA et de la filialisation ; défense du statut des agents et des avantages acquis, et exigence du respect des normes de sécurité. Tout au long de cette lutte l'accent est mis sur la sécurité du travailleur et de l'environnement.

Nous devons être conscients que cette grève constitue une réelle menace pour l'industrie nucléaire. Ce blocage du retraitement des déchets est comme une plaie béante et sanguinolente ouverte dans le flanc du programme nucléaire français et mondial. Souhaitons activement que cette entaille ne se cicatrise pas de sitôt ! Le nucléaire est malade, aidons-le à crever ! Cette grève a un retentissement important en France et à l'étranger. Il est tout de même significatif que pour la première fois les Iles anglo-normandes s'inquiètent de la proximité de l'usine de La-Hague (Ouest-France du 18 novembre).

Vue de loin, cette lutte des travailleurs atomiques est ressentie par beaucoup comme une lutte antinucléaire ; en fait il n'en est rien. Le porte-parole des grévistes, l'inter-syndicale (C.F.D.T. — 350 sur 850 employés —, F.O., S.P.A.E.N. du CEA-Hague), se déclare nettement non-antinucleaire. La C.F.D.T.-Hague a déclaré récemment : « La C.F.D.T. n'est pas totalement opposée a priori à l'utilisation civile de l'énergie nucléaire ». Comme tout bon syndicat digne de ce nom, la C.F.D.T. ne remet pas en cause le travail ; il ne peut être antinucléaire dans une usine nucléaire. Le nucléaire est l'outil de travail du gréviste de La-Hague. Comment couper la branche sur laquelle on est assis quand une touffe d'ortie vous regarde narquoisement du pied de l'arbre ? Dans le film **Condamnés à réussir** réalisé par la C.F.D.T.-Hague, cette ambiguïté apparaît constamment. Ce film présente un peu partout dans la région (Basse-Normandie) par l'inter-syndicale ne se veut pas antinucléaire. A chaque projection les travailleurs le présentent comme un film d'information sur leurs conditions de travail et non comme un film antinucléaire. « Notre film tourné bien avant la grève a été réalisé afin de provoquer un débat national sur le nucléaire ». Mais déflorer la vérité peut laisser entrevoir des trésors insoupçonnés ! C'est ce qui se

passé pour ce film honnête : dans toutes les salles où il est projeté, il est ressenti comme un film antinucléaire. Ce n'est pas un hasard si la direction du CEA essaye de le racheter pour le détruire... Selon la C.F.D.T., la dégradation des conditions de travail et de sécurité est due à une mauvaise gestion et à une recherche accrue du rendement. Aussi déclare-t-elle qu'avec un gouvernement garant de la sécurité le nucléaire serait viable. Le contrôle populaire de l'atome is good for you, tout comme l'eau bénite l'est pour les hémorroïdes. « Notre action garantit le développement du centre de La-Hague dans la sécurité... Seule notre vigilance rend tolérable pour le public la présence de l'usine ». Grâce à la C.F.D.T., l'atome propre pourra défilier le 14 juillet sur les Champs-Élysées aux côtés du rejet zéro et du nucléaire sans danger !

Toutefois il ne faut pas oublier que la C.F.D.T. réclame un moratoire de 3 ans sur le nucléaire. « Pour Flamanville l'arrêt du projet est bien dans le cadre du moratoire que la C.F.D.T. réclame... La C.F.D.T.-La-Hague déclare également : « Les choix d'énergie sont politiques et doivent donner lieu à un débat approfondi et démocratique... Le tout nucléaire n'est pas acceptable, ne serait-ce que parce qu'il participe à engendrer une société centralisée, technocratique et policière ».

Effectivement, on peut parler d'une évolution de la C.F.D.T. régionale sur le nucléaire depuis la marche sur Flamanville, le 14 novembre. Cette marche, organisée par le CRILAN (*) de Basse-Normandie, a rassemblé 2.000 personnes et pour la première fois, la C.F.D.T.-La-Hague était présente (présence dont toute la presse régionale a fait écho). A l'issue de cette marche antinucléaire, l'U.R.-C.F.D.T. a présenté au CRILAN une forme-dont on peut tirer 4 points essentiels :

— Le nucléaire entraîne une société policière.
— Autogestion impossible avec le nucléaire.

— Problème de la pollution nucléaire (réclamer le nucléaire propre, n'est-ce pas une façon de le condamner quand on apprend, dans le film de la C.F.D.T., qu'aux U.S.A. un centre de retraitement dont la construction s'était élevée à 67 millions de dollars vient d'être abandonné à cause des 130 millions de dollars supplémentaires nécessaires pour remplir les normes de sécurité ?).

— Le moratoire de 3 ans (on peut tout simplement se demander en ricanant comment le nucléaire pourrait repartir après un arrêt de 3 ans).

L'U.R.-C.F.D.T. propose également « une centaine de réunions animées en commun sur la Basse-Normandie dès les premières semaines de 1977 ».

A l'heure où le CRILAN proclame : « Refuser notre soutien aux travailleurs du CEA en lutte serait se tromper d'adversaire », la grève des travailleurs de La-Hague semble conduire à une convergence des luttes. Cette grève risque de faire passer la lutte antinucléaire au niveau populaire. Il faut que les travailleurs prennent eux-mêmes en main la lutte antinucléaire.

Rémy COLLETTE.

(*) CRILAN : Comité Régional d'Information et de Lutte Antinucléaire.

SAURIER, U.N.E.F. : Les deux revers d'une même médaille !

Dans toutes les universités, on nous a appelés à voter. Pourquoi ? Pour Saurier et pour les administrations des universités, ces élections servent à donner aux crédules et aux naïfs l'image d'une apparente démocratie dans l'université, ceci afin de masquer ses structures fascistes, sa bureaucratie hiérarchisée et centralisée, son fonctionnement et son objet.

Pour l'U.N.E.F., le M.A.S. et autres organisations spécialisées dans la récupération, elles sont l'aubaine qui devrait permettre à ses affiliés d'occuper les postes pontificaux créés par les semblables de Saurier, et de mener ainsi à bien leurs ambitions partisanes, c'est-à-dire leur vocation de petits chefs qui aspirent à devenir grands.

Tous sont d'accord pour reconnaître que l'université est en crise. (Et comment pourrait-on ne pas le reconnaître ? A cause de la suppression des crédits, la majorité des travaux dirigés sont supprimés et les étudiants se trouvent ainsi dans l'impossibilité de suivre la totalité de leur cursus en raison du chevauchement des horaires, 70 % des étudiants diplômés ne peuvent pas trouver d'emplois correspondant à leurs études une fois sur le marché du travail.) Mais ni les uns ni les autres ne tiennent à expliquer pourquoi. Saurier nous conseille d'adopter une attitude fataliste dans l'attente de jours meilleurs.

Nos guignols politiques nous promettent d'hypothétiques réformes de statuts, des palliatifs qui ne visent qu'à une meilleure intégration des étudiants dans le système universitaire. Leur participation aux conseils de gestion créés par Edgar Faure en 1969 est en fait une véritable trahison de la cause étudiante : c'est à cette occasion qu'en commun avec les membres du gouvernement ils mirent en place la réforme du second cycle que nous

avons combattue l'année dernière par centaines de milliers, qu'ils répartirent la première en supprimant des enseignements, en surchargeant des T.D., qu'ils ratifièrent les décisions du conseil contre nos intérêts.

Une adaptation meilleure au système universitaire ? Voire ! De toute façon, c'est ce système dans son ensemble qu'il nous faut mettre en question dès maintenant. Si l'université est en crise, c'est parce que le système économique, social et politique dont elle est l'émanation directe l'y plonge. C'est parce que le capitalisme subit depuis trois ans une crise de structures qu'il n'est pas apte à maîtriser, que la machine universitaire est bloquée. En effet, pris à son propre piège, il ne peut en Europe et particulièrement en France tirer autant de bénéfices qu'il le faisait jadis d'une économie de marché parce que la prépondérance ne lui appartient plus ; mais aussi il ne peut plus se permettre financièrement de renouveler au rythme prévu sa superstructure. Or, quel est le rôle de l'université, sinon de procréer de futurs gérants du capital, des gardiens de l'idéologie bourgeoise et de ses doctrines de droite ou de gauche, des possesseurs de l'autorité sociale et politique au nom d'une classe ou d'une autre, tout en les initiant dans un climat de compétition à la défense de leurs propres intérêts et de leurs privilèges.

Ne nous leurrons pas ! Si le savoir que l'on nous dispense nous confère un pouvoir, c'est le pouvoir moral de tromper les esprits en mentant, le pouvoir économique de voler en exploitant, le pouvoir social et politique de conserver nos privilèges, en un mot le pouvoir de reproduire et de perpétuer la société de classes et l'inégalité sociale et économique. Tel est l'unique objet de l'université. Seulement voilà, le système avait vu trop grand quant au nom-

bre d'heureux à qui il ouvrirait les rangs de son avant-garde, et bien qu'il tente d'y remédier par la mise en place de réformes ayant pour but d'accentuer et d'accélérer la sélection à tous les niveaux du conditionnement (réformes Haby, Saurier, Soisson, etc.), il ne peut faire les frais de postes de pouvoir pour tous ceux qu'il est en train de former. Telle est la réalité de la crise de l'université. Ne pas l'accepter, c'est ne pas accepter le système qui la produit, c'est ne pas accepter la dualité « savoir-pouvoir » qu'il conditionne, c'est vouloir une émancipation réelle de l'enseignement, une université libre et humaniste ouverte à tous, un savoir au service de l'homme, de tous les individus dans leur pluralité et leurs affinités. Comment pourrions-nous laisser pareille tâche à nos écumeurs d'urnes, à des gens qui sont d'accord avec le fonctionnement du système et qui n'aspirent qu'à en devenir les nouveaux maîtres, et peut-être les prochains censeurs d'une « université aux couleurs de la France » ?

Non, c'est à nous, et à nous seuls, de prendre nos responsabilités, de nous unir à la base pour lutter directement, de nous organiser en comités d'action libres de toute égide et de l'emprise de tout parti pour abattre définitivement l'université corrompue par le capital et son chien de garde, l'Etat, et pour construire ensemble sur un pied d'égalité réel une société sans classes, affranchie de toute autorité, une société socialiste et libertaire, autogérée et organisée sur des bases fédéralistes, la seule qui puisse permettre une université telle que nous la voulons tous.

Liaison F.A. de Charles-V-Jussieu.

Bernard de LORION
(Savigny-sur-Orge)

**POUR LE MONDE LIBERTAIRE HEBDO
SOUSCRIVEZ MASSIVEMENT !**

LA DYNAMIQUE TECHNOLOGIQUE

Le texte publié ce mois-ci en pages centrales du Monde Libertaire constitue la première partie d'une longue étude : « La dynamique technoscientifique ». La longueur de cette étude nous a obligés en effet à la scinder en deux parties. Le second volet de cette étude sera donc publié dans le prochain numéro de notre journal. Aussi indiquons-nous ci-dessous le plan sur lequel est construit l'ensemble de l'article.

La Rédaction.

Première partie

- I. — La dynamique technoscientifique dans la production, ses conséquences.
- II. — Les autres conséquences du développement technoscientifique.
- Deuxième partie (dans le prochain numéro)
- III. — La technobureaucratie.
- IV. — La technobureaucratie dans les partis politiques et les syndicats de la classe ouvrière.
- V. — Lignes directrices et solutions pour combattre le phénomène technobureaucratique.
- VI. — Conclusion.

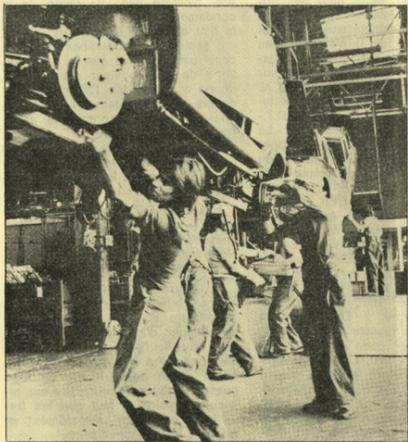
I. — LA DYNAMIQUE TECHNOLOGIQUE DANS LA PRODUCTION, SES CONSÉQUENCES

a) CONSÉQUENCES DANS LA VIE QUOTIDIENNE HORS TRAVAIL

L'évolution des techniques depuis ce dernier quart de siècle est stupéfiante, leur envahissement aussi. Il suffit de regarder autour de soi pour en être convaincu. Dans le domaine de la production d'objets manufacturés, ces techniques ont donné lieu à la prolifération de ceux-ci sur le marché et leur envahissement dans la vie quotidienne.

Les familles-ménages ont vu leur foyer se transformer par cet envahissement, leur psychologie du comportement, leurs loisirs et leurs aspirations aussi. Les cuisines, par exemple, sont l'un des points forts de cet envahissement. Cela va du réfrigérateur aux diverses machines à laver, en passant par les couteaux et ouvre-boîtes électriques.

Sans nier le côté bénéfique qu'apportent ces techniques dans la vie courante, elles ont transformé la psychologie du comportement des individus, en les incitant à développer au maximum le confort ménager, même si cela grève fortement le budget familial, aidés, facilités en cela par le crédit qui assujettira plus fortement les possesseurs à leurs objets gagés, objets qu'on pourra leur reprendre s'ils n'arrivent pas à s'acquitter de leurs dettes. Ce trait sera parfois déterminant dans les conflits sociaux.



Le travail à la chaîne : une humanité réduite au silence

Les loisirs eux-mêmes se sont transformés et sont envahis par la technique. Il n'y a qu'à prendre l'exemple du bricolage : phénomène en pleine expansion, dû parfois à des causes économiques il est vrai, mais qui cor-

respond aussi à un besoin de dominer la matière par des engins techniques perfectionnés, avec ce que cela comporte comme connaissances techniques nécessaires à sa pratique.

Dans tous les aspects de la vie de la famille-ménage, cet envahissement technique émerge. Ses aspirations, ses rêves sont hantés par un univers fonctionnel, pressé, où la technique joue un rôle essentiel. Le choix se porte sur les objets les plus sophistiqués, à présentation sobre mais revêtant un caractère de forte technicité, comportant un nombre appréciable de gadgets techniques, souvent inutiles à leur bon fonctionnement, mais indispensables sur le plan de l'impact psychologique et qui déterminent le plus souvent la décision d'achat.

Dans le cadre de vie extérieur, on note aussi cet envahissement. Les machines automatisées se substituent à l'homme, machines automatiques de distribution de boissons, de billets de banque, etc.

Dans les transports en commun de Paris, le célèbre contrôleur des Lilas a été remplacé, lui aussi par la machine.

Cet envahissement de la vie quotidienne par la technique contribue largement à déshumaniser le cadre de vie, à isoler les gens, à les replier sur eux-mêmes ; là où, il y a dix ans, on rencontrait le visage d'un être humain, on ne trouve plus que la froide présence de l'acier inoxydable et de l'électronique. Cette déshumanisation due à la technique va en s'accroissant. Les effets qu'elle peut produire sur les individus qui la subissent sont loin d'être bénéfiques ; elle contribue à augmenter l'angoisse, l'insécurité de la population qui, en quelques années, a vu son cadre de vie radicalement transformé par l'envahissement de la technique dans le quotidien.

b) CONSÉQUENCES DANS L'INDUSTRIE ET LE MONDE DU TRAVAIL

1. — Assujettissement à la machine des travailleurs dans la production de série.

Sur le plan de la production industrielle, le développement des techniques et la division du travail ont, dans un premier temps, décomposé les métiers traditionnels en opérations successives.

Là où l'horloger qualifié ajustait avec précision chaque pièce qui constitue le mécanisme de la montre, un certain nombre d'ouvriers spécialisés font un travail de montage avec des pièces fabriquées en série. Là où étaient nécessaires de longues années d'apprentissage, une connaissance profonde du métier et des tours de main, le travail à un poste de montage ou à la fabrication de pièces de série ne requiert pas ou peu de formation. Alors que l'ouvrier ou le compagnon connaissait toutes les opérations successives et nécessaires pour effectuer son travail et était capable de les réaliser, l'ouvrier spécialisé, dans la plupart des cas, ne connaît même pas l'emploi, ni la place occupée dans le produit fini par la pièce qu'il fabrique avec sa machine.

L'une des conséquences de la dynamique technoscientifique dans la production est la dévalorisation des métiers remplacés par une suite d'opérations qui ne réclament pas ou peu de formation, d'où le nombre impressionnant d'O.S. employés dans l'industrie. Cette main-d'œuvre est facilement interchangeable, ce qui contribue encore à sa plus grande exploitation et fausse, dans les conflits sociaux, les données des problèmes. Les possibilités de promotion de ces travailleurs sont nulles et dépendent uniquement de la volonté hiérarchique. L'avènement de ces O.S. reste rivé à leur poste de travail. Les conditions de travail qui sont particulièrement éprouvantes pour l'organisme (monotonie et répétition des gestes), les cadences imposées qui réclament une attention constante... tout cela et, dans la plupart des cas, le bruit qui accompagne ces tâches, provoquent une fatigue physique, nerveuse, un « abrutissement » au bout des huit heures journalières qui favorisent la vie végétative à l'extérieur de l'usine et n'incitent pas à augmenter les connaissances générales, par la lecture notamment, ni à réfléchir aux conditions de vie et de travail subies. On assiste à la dégradation des conditions de vie et des aptitudes, tant physiques qu'intellectuelles, de ces travailleurs, phénomène qui va vers un assujettissement plus grand de leur personne au système, dû dans la plupart des cas à une démission dans la défense de leurs intérêts et à la délégation inconditionnelle de cette défense à des gens représentant et défendant le plus souvent des intérêts contraires aux leurs.

2. — L'automatisation

Depuis quelques années et avec l'apport de techniques nouvelles comme l'électronique, on assiste à la transformation de certaines conditions de travail. Le contrôle direct, pendant et après usinage, exercé par la machine elle-même, le transport automatique des pièces d'un poste de travail à l'autre, leur montage et assemblage effectués automatiquement sans qu'aucune intervention humaine ne soit nécessaire, transforment le rôle de l'O.S. Sa tâche consiste à surveiller la plupart du temps un certain nombre de cadrans et de voyants et à veiller au bon déroulement des fonctions et des opérations. Son intervention n'est requise qu'en cas de dysfonctionnement et se limite à arrêter des machines et à prévenir l'échelon hiérarchique supérieur. A côté de ces tâches de surveillance, un certain nombre d'ouvriers d'entretien spécialisés sera nécessaire au bon fonctionnement de l'ensemble pour une intervention immédiate en cas d'incident. Dans cette deuxième phase du développement de la dynamique technoscientifique, il existe un transfert des tâches remplies par les O.S. de la production vers la surveillance et l'entretien. Les critères d'embauche reposeront sur les aptitudes physiques, d'attention et de réflexe qui seront testées avant l'embauche. Ces tests psychotechniques qui permettront de mesurer les aptitudes requises pour l'emploi, s'étendront au comportement social de l'individu et serviront à tester, par la même occasion, son degré de conscience politique et syndicale et son comportement éventuel dans l'équipe où il sera intégré. Cela permettra d'écarter d'em-



Les « complexes industriels » : conséquence première de la dynamique technoscientifique

blée les sujets présentant un caractère dit « asocial », mais qui n'est en réalité qu'une plus grande prise de conscience de l'individu de sa condition, de son exploitation. Cette deuxième phase aboutit à une diminution notable du personnel employé et à une sélection plus rigoureuse des sujets présentant le moindre risque social pour l'employeur.

3. — Gigantisme de certaines installations industrielles.

Il y a d'autres conséquences, pour l'industrie, du développement technoscientifique. L'une d'entre elles est le gigantisme de certaines industries (industries chimiques, pétrolières) ou le nombre de produits finis obtenus en partant d'un ou de plusieurs éléments de base (pétrole brut, par exemple) détermine la concentration en un seul lieu de complexes industriels ambivalets à haute technologie, qui présentent des dangers certains de pollution pour l'environnement.

Par ailleurs, les conditions de travail dans ces industries présentent pour les travailleurs des risques plus grands d'accidents dus à la nocivité et au danger présentés par les produits manipulés et qui diminuent notablement l'espérance de vie de ces travailleurs, par l'empoisonnement progressif.

4. — Conséquences chez les techniciens ou travailleurs hautement qualifiés.

Mais la dynamique technoscientifique, si elle entraîne les conséquences que nous venons de décrire pour les travailleurs peu qualifiés, revêt un tout autre aspect pour les

techniciens qualifiés. Le développement continu des techniques, leur évolution obligent ces techniciens, s'ils veulent conserver leur emploi et leur qualification, à un recyclage permanent et à une adaptation constante aux transformations, que ce soit sur le plan de la production ou de la gestion. L'obligation pour les entreprises, si elles veulent rester compétitives, de s'adapter continuellement à de nouvelles techniques de fabrication et à modifier sans cesse le modèle de production pour l'adapter aux nouvelles exigences, obligent les techniciens à un recyclage constant. Mais l'évolution, surtout dans certains domaines, est si rapide qu'il est parfois difficile de se maintenir à un niveau donné. Les répercussions de cette situation sur la vie de ces employés sont innombrables et peuvent aller dans certains cas jusqu'au drame personnel et familial. Cette ambiance de compétition permanente entre techniciens, ce besoin constant de formation sous peine de renvoi de l'entreprise ou du poste occupé, créent des dissensions sur les lieux de travail, parfois insupportables.

Les techniciens, ainsi que les cadres moyens et les ingénieurs subalternes, voient leurs conditions d'emploi totalement assujetties à leurs facultés de réadaptation aux nouvelles techniques, au recyclage permanent devenu obligatoire par l'évolution rapide de ces techniques.

c) DICHOTOMIE DE LA CLASSE PROLETARIENNE

Mais si toutes les catégories de personnel ont vu leurs conditions de travail bouleversées par la dynamique tech-

noscientifique, un autre élément plus marquant se fait jour dans la classe prolétarienne ; c'est la division en deux catégories : les emplois à faible qualification qui ne requièrent pas de connaissances particulières et les emplois à haute qualification qui demandent une formation générale à la fois technique et scientifique.

Cela se traduit socialement par un prestige social plus grand des emplois à forte qualification, prestige renforcé par les salaires qui sont trois à cinq fois supérieurs à ceux perçus par les catégories à faible qualification. De ce fait, il résulte un manque de cohésion de la classe prolétarienne dans sa lutte contre le capital, les intérêts des uns n'étant pas forcément les intérêts des autres. Cette dichotomie de la classe prolétarienne favorise les intérêts patronaux. Elle est accentuée par le fait qu'une partie appréciable des employés à haute qualification, grâce à leurs revenus, ont pu accéder à la propriété de leur habitat et à un certain niveau de vie modifiant leur optique ; leur ascension dans la classe moyenne, qu'elle soit réelle ou fictive, c'est-à-dire ne correspondant pas nécessairement à la réalité mais à une volonté imaginative, les coupe de la classe ouvrière et la leur fait rejeter. Ils acquièrent la psychologie propre à cette classe moyenne, contente de son sort et n'aspirant qu'à la tranquillité sociale, combattant tout ce qui pourrait mettre en danger ses faibles privilèges. Cette deuxième fraction de la classe prolétarienne ira à l'encontre des aspirations sociales de la première fraction, situation qui sera largement exploitée par les classes dominantes.

II. — LES AUTRES CONSÉQUENCES DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Nous pouvons voir par cette analyse rapide et superficielle les conséquences de la dynamique technoscientifique de la production et ses répercussions.

Mais le développement de la dynamique technoscientifique a d'autres conséquences et ne se limite pas au domaine de la production. Il a, au cours des dernières années, transformé profondément tous les domaines de la vie économique et sociale des pays capitalistes, y compris, mais de manière sensiblement différente, les pays où sévit le capitalisme d'Etat.

1. — Dans le domaine économique.

Ces transformations, nous les trouvons donc dans le domaine de la production industrielle, mais aussi dans les domaines de la gestion des entreprises industrielles et commerciales, dans la finance, dans la publicité, dans les moyens d'information (media).

L'évolution technique propre à chaque domaine de l'économie, la nécessité pour les capitalistes d'obtenir dans la production, la promotion des ventes de produits finis, dans la gestion des grandes entreprises industrielles et commerciales, dans le domaine publicitaire nécessaire à l'écoulement des produits et à la création des besoins en fonction de la production, dans le domaine financier pour obtenir un plus grand rapport du capital actif (argent), et la nécessité de maîtriser les moyens d'information, ont amené les capitalistes, pour une plus grande rentabilité d'une part, du fait de la concurrence permanente, pour des raisons d'efficacité d'autre part, à confier chaque domaine à des spécialistes hautement compétents et à s'en remettre entièrement à eux pour l'obtention du maximum de profit, de rentabilité, d'efficacité.

Cette tendance s'est accentuée au fur et à mesure de la création et de l'évolution des nouvelles techniques.

Dans tous les domaines nous assistons à un phénomène de transfert de pouvoir de décision de fait et parfois de droit, transfert qui s'opère au détriment des détenteurs du capital et au profit de cette élite hautement qualifiée : les technocrates. Dans le domaine de la production, ce sont les ingénieurs de haut rang qui déterminent les techniques et leur application ; pour la gestion, les administrateurs des grandes sociétés industrielles et commerciales sont des spécialistes sortis des grandes écoles et dans chaque domaine, que ce soit la finance, la publicité, le pouvoir réel de décision est aux mains de ces spécialistes. Bien sûr, les représentants des capitalistes restent détenteurs du pouvoir en droit, mais ils sont obligés devant la complexité des problèmes et devant l'évolution des techniques et ce dans tous les domaines, de s'en remettre totalement à ces spécialistes, à ces experts. Nous voyons donc que le pouvoir réel est, de fait, exercé par les technobureaucrates.

2. — Dans le domaine de l'Etat.

La technobureaucratie ne se rencontre pas uniquement dans le domaine de l'économie privée ; nous la trouvons aussi tout particulièrement dans le domaine de l'Etat. Là aussi, l'évolution des techniques a obligé le personnel gouvernemental à s'entourer de conseillers techniques, d'experts qui détiennent de fait le pouvoir de décision. Les gouvernements, les ministères, les parlements ne font qu'entériner des décisions et des projets élaborés par ces spécialistes, que ce soit dans le domaine de la planification économique, de l'éducation, des transports, de la défense, de la police, de l'énergie, etc. Les différentes administrations ont à leur tête des hauts fonctionnaires, hautement spécialisés et qui, grâce à la complexité des rouages administratifs et à leur qualification hors pair, exercent un pouvoir discrétionnaire sur la vie du pays. Les choix fondamentaux qui sont faits et qui déterminent l'évolution de la société, ne sont pas pris par les représentants élus, mais bien par cette élite de hauts fonctionnaires et d'experts, de conseillers techniques sur lesquels aucun contrôle n'est et ne peut être exercé dans le système parlementariste. Bien évidemment, selon les tendances politiques des gouvernements, les options varieront, mais le propre de la technobureaucratie est de rester en place, même lors des changements de régimes et si, superficiellement, nous notons quelques différences, fondamentalement les choix seront déterminés par la technobureaucratie et resteront les mêmes. Là encore, dans le domaine de l'Etat, nous pouvons dire que le pouvoir réel de fait est exercé par la technobureaucratie.

3. — Puissance de la technobureaucratie dans les sociétés modernes.

Nous avons donc découvert, au cours de cette analyse, que la technobureaucratie exerce de fait et parfois de droit le pouvoir réel de décision, de choix, d'orienta-



L'armement : une industrie aux mains de la technobureaucratie

tion des sociétés modernes, mais sa puissance ne se limite pas au pouvoir de décision, de choix, d'orientation. Les différents groupements technobureaucratiques ont de plus à leur disposition, parce que seuls à savoir les manier, des moyens dont ils sont les promoteurs, les utilisateurs. Ces différents groupements technobureaucratiques sont déterminants dans le domaine scientifique, orientant les recherches dans le sens qu'ils veulent, leur donnant les moyens techniques nécessaires pour le développement de tel ou tel secteur particulièrement intéressant pour eux, négligeant les autres. Ce fut le cas pour la recherche des moyens aptes à produire l'énergie ou, pendant des décennies, tous les efforts furent axés sur la recherche des moyens de production de l'énergie nucléaire au détriment des autres moyens de production énergétique. La domination de fait de ces différents groupements technobureaucratiques est totale, que ce soient les ingénieurs de haut rang, administrateurs de grandes sociétés, directeurs généraux, techniciens, que ce soient, dans le domaine publicitaire, dans la banque, dans les administrations, les économistes chargés de planifier l'économie des pays, les chefs militaires en matière de défense, les conseillers techniques des gouvernements, les hauts fonctionnaires ; c'est sur ces différents groupements technobureaucratiques et sur eux seuls que reposent les choix du développement des différents secteurs et de leur évolution future. En plus du pouvoir de décision, ils ont à leur disposition des moyens extraordinaires dont ils sont les seuls manipulateurs ; leur pouvoir sur la société est à la mesure des moyens dont ils disposent globalement : grands complexes économiques (multinationales) qui peuvent, dans certains pays, planifier dans le sens qui leur est favorable l'économie de ceux-ci et même agir sur leur politique intérieure et extérieure ; détenant les grands complexes industriels qui emploient la plus haute technologie ; détenant les moyens de production de l'énergie ; planifiant l'économie générale des pays et se trouvant à la tête des administrations ; contrôlant la plus extraordinaire puissance militaire — fusées intercontinentales, interplanétaires, satellites, bombes atomiques — ; contrôlant les medias et constamment au fait des dernières techniques de manipulation de l'opinion publique... ils détiennent les secrets techniques, les engins techniques de très grande puissance qu'ils sont seuls à pouvoir manier, de par leurs connaissances et compétence hors pair et leur pouvoir discrétionnaire de fait.

Nous touchons là au résultat le plus inquiétant de la dynamique technoscientifique : la concentration du pouvoir et de la puissance la plus extraordinaire dans les mains de ces différents groupements technobureaucratiques.

AMADOR

Informations internationales

ESPAGNE

Echos de la presse anarchiste espagnole

— Confédération n° 1 : trente-sept ans après le dernier numéro, voici le premier de la nouvelle série. C'est l'organe de la C.N.T. de la région de Murcia-Albacete.

l'auteur, en exil, est publié par l'organe officiel de la C.N.T. de Catalogne, ce qui résume très clairement l'état d'esprit des militants d'ici et de là-bas.

« Ce n'est pas sans émotion que j'écris ces lignes pour Solidaridad Obrera au si glorieux passé.

Pour moi « Soli » est associée à mes tous premiers débuts littéraires. En effet, c'est en 1923, sous la

évolution logique d'une situation qui ne pouvait s'en tenir à une république bourgeoise, mais devait aller plus loin vers des formes d'organisation de la société plus radicales et plus efficaces, alors qu'on patageait depuis des années dans une crise économique épouvantable, tout comme en ces temps-ci...

J'ai tenu à rappeler ceci parce qu'on retrouve de curieuses similitudes, même si les circonstances actuelles sont différentes. A ceux qui ont vécu ces cinquante dernières années la situation politico-sociale espagnole, le gouvernement Suarez apparaît très similaire à celui de Berenguer.

La situation actuelle, avec sa résistance, ses efforts pour établir une façade démocratique qui garantisse à la fois les intérêts acquis par trente-sept ans de franquisme, à base de compromis, historiques ou non, ressemble trait pour trait à ce que furent les efforts de la République pour établir elle aussi une situation sociale et politique qui aurait laissé tous les avantages acquis par l'aristocratie, l'Eglise, l'armée et la grande bourgeoisie.

Les gens de droite, aussi infâmes à cette époque-là qu'ils le sont aujourd'hui, n'hésitent pas à lancer l'Espagne dans la sanguinaire aventure du fascisme, qui coûta à notre peuple plus d'un million de vies dans les combats, et un second million, légalement ou illégalement, après leur « victoire », appuyés par le fascisme italien, le national-socialisme allemand, et comptant avec la complicité des démocraties européennes qui sacrifièrent avec un soldatisme compromis de paix l'Autriche, la Tchécoslovaquie et l'Espagne.

La désastreuse guerre mondiale qui a suivi aurait sans aucun doute pu être évitée si comme nous le proposons, on avait combattu Hitler et Mussolini chez nous, à Madrid, sans passer par le couloir de Dantzig.

Les similitudes sont fréquentes dans l'Histoire et celle de notre pays en est remplie. Le plus extraordinaire, c'est que, aux similitudes des faits politiques et sociaux qui se sont succédés, ont toujours répondu les mêmes réactions du peuple travailleur qui a toujours constitué l'élément dynamique de notre histoire. C'est grâce à lui et aussi grâce aux semelles de nos idées effectuées inlassablement par les hommes de l'anarchisme depuis la Première Internationale jusqu'à nos jours, que le progrès des idées libertaires a pu être possible en Espagne.

Aujourd'hui nous avons, avec l'Espagne, un spectacle unique; au cœur d'une Europe soumise à une crise économique et de quelques pays dominés politiquement par ceux qui veulent maintenir le statu quo de la société établie, avec une Amérique latine lacérée par la voracité des dictateurs et une Amérique du Nord déchirée par ses contradictions, nous voyons l'Espagne renaître à la liberté avec de toutes nouvelles forces, avec une C.N.T. qu'on a dit morte plus de mille fois mais qui, en fait, est là avec des éléments jeunes et qui ont parfaitement assimilé les bases fondamentales de notre pensée. C'est une fois de plus une leçon que donne l'Espagne au prolétariat international.

Loin d'être un peuple arriéré, nous sommes toujours celui qui ne veut pas se laisser écraser, qui veut prendre les réalités économiques et sociales en mains, qui se remet au combat pour plus de liberté et de justice.

Federica MONTSENY

— Mujeres Libres (Femmes Libres) : c'est l'organe d'un mouvement féminin libertaire tiré avant 1936 et qui développa ses activités jusqu'en 1939. Aujourd'hui un groupe de femmes s'occupe de renflouer et le journal et le mouvement.

Nouvelles brèves

Fernando Carballo a été enfin libéré. Quatre autres militants de la C. N. T. sont encore emprisonnés...

Le 21 janvier, après provocation des forces de l'ordre, des affrontements très violents se sont produits entre les ouvriers en grève de La Roca et les policiers.

Ne ratez pas le prochain numéro du Monde Libertaire. Un entretien exclusif avec des délégués du Comité régional de Barcelone de la C.N.T. sur la situation économique et syndicale en Espagne sera publié.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

Remous dans l'organisation syndicale D.K.B.

Bien que l'indépendance à l'égard des partis politiques soit la règle d'or du syndicalisme allemand, nul n'ignore que beaucoup de fonctionnaires syndicaux de la D.K.B. exercent des fonctions politiques dans le Parti social-démocrate (S.P.D.). La D.K.B. a appuyé constamment la coalition socialiste libérale et a observé sur le terrain social une modération amicale. Mais depuis les élections du 3 octobre le glissement à droite de la R.F.A. s'accroît, bien que déjà en politique intérieure la social-démocratie ait amplement montré son caractère policier et réactionnaire.

Si l'inflation a été partiellement maîtrisée, le chômage a gagné du terrain! Au 1^{er} janvier, 1.089.000 chômeurs complets et 213.800 chômeurs partiels, cependant que 800.000 ouvriers étrangers devaient regagner leurs foyers. D'autre part les profits des entreprises, pendant le premier semestre 76, ont augmenté de 20 %, dépassant toutes les prévisions. La productivité du travail s'est accrue, mais les salaires et traitements sont plus bas que pour la même période en 75.

Malgré les promesses patronales, les investissements ont surtout favorisé la nationalisation, au détriment de la création d'emplois et du développement de la formation professionnelle. Le résultat des élections encourage la « dureté patronale » et les syndicats, qui s'efforcent d'observer une certaine sagesse, se rendent compte que la base grogne, se durcit, et estime que, comme en 69, des grèves sauvages pourraient bien se produire. La sagesse, les modérations dans les revendications salariales n'ont pas été récompensées et les patrons refusent aux salariés une juste participation à la productivité croissante.

Loderer, dirigeant de la puissante Fédération de la Métallurgie, reconnaît naïvement les difficultés du « double jeu » et déclare : « Nous ne pouvons plus nous plier continuellement aux volontés du gouvernement, nous avons aussi nos devoirs envers nos adhérents ». Heinz Vetter, président de la D.K.B. avoue l'impuissance du gouvernement devant le problème du chômage et propose une solution pour le moins singulière : diminution du temps de travail avec diminution correspondante des salaires! Ainsi les ouvriers paieraient les frais de la crise! Cette déclaration a été vivement com-

battue par les représentants de la métallurgie, des services publics, et du livre - papier! Les ouvriers allemands comprennent-ils qu'un syndicalisme lié aux partis de l'Etat est incapable de défendre les intérêts de ses adhérents?

Le véritable miracle allemand serait le réveil de la classe ouvrière passant à l'action par-dessus les Loderer et les Der Ketter.

Un jubilé

Le 28 janvier prochain, il y aura tout juste 5 ans qu'aura été promulgué le trop célèbre « Berufsverbot » : tout postulant qui a des activités hostiles à la Constitution ne peut être admis dans aucun service public.

Depuis cette date, 800.000 examens « politiques » ont été pratiqués et 3.000 interdictions prononcées.

Le 5 février, à Düsseldorf, une manifestation est prévue pour « dénoncer » l'institution de la « chasse aux sorcières ».

GRANDE-BRETAGNE

Justice pour les Murray!

La Cour Suprême d'Irlande a enfin rendu son verdict relativement à l'appel de Murray. La condamnation de Noel a été commuée en prison à vie et Marie doit être relâchée. C'est une décision étrange si l'on considère qu'ils ont été jugés ensemble et sous le même chef d'accusation.



L'explication probable est que les aveux de Marie (arrachés sous la violence) établissent que c'est elle qui a tiré, ce qui permet aux juges de considérer que Noel n'est que son complice et les autorise ainsi à refuser pour lui une sentence de mort.

Ce nouveau procès trouve ses fondements dans les commentaires des juges de la Cour Suprême autour de la question suivante : les Murray savaient-ils que le garde Reynolds était un policier? Tous les juges, en somme, prétendent que cette question n'a pas été examinée par la



Cour criminelle spéciale. Il faut savoir en effet, que seul le meurtre d'un diplomate ou d'un policier est passible de la peine de mort en Irlande. Ce nouveau procès est une porte de

Confederación
ORGANO DE LA FEDERACION REGIONAL DE LA C.N.T.
DICIEMBRE 1976 MURCIA-ALBACETE 10pzas

DECIAMOS AYER...
Trabajadores de la Construcción
Cartagena.

REPRESION
Censura total y absoluta de la lucha de los compañeros del sector textil y ofrece sus páginas para que...
HABLA PUEBLO PERO!!!
PRIMERO ACTUA

**COMPANERO:
BOICOT A LA CNS
NO COTICES A LA CNS
BASTA YA DE MANTENER
BUROCRATAS
LIBERTAD
SINDICAL**

— C.N.T. de la région du Centre : également le premier numéro. On lit dans l'édition : « La Confédération Nationale du Travail se succède à elle-même dans cette nouvelle étape, réaffirmant son idéologie et attendant qu'un prochain congrès réunisse les décisions. Vingt pages de nouvelles intéressantes.

— Castilla Libre (n° 1) : douze pages. Resurgit comme les autres d'un passé encore douloureux, mais plein de promesses avec les jeunes qui s'occupent de son impression.

Castilla Libre
ORGANO DE LA CONFEDERACION REGIONAL DEL TRABAJO DEL CENTRO

LA CNT NO ES UNA ORGANIZACION DE MASAS. ES UNA ORGANIZACION DE TRABAJADORES

— Andalousie Libertaire : organe de la région andalouse, traite dans ce premier numéro des problèmes ouvriers et paysans. Il nous propose aussi une étude sur Francisco Ferrer Guardia.

— Colmena Obrera (La Ruche Ouvrière) : organe de la Fédération locale de Badalona. Dans son numéro 5, donne un compte rendu des activités cénestistes et une étude démographique.

— Soli (n° 7) : présentation très soignée. En vente à Publico (2 F). Au sommaire : la crise économique, le fédéralisme internationaliste, la pédagogie, échos des grèves.

Le texte suivant a été publié dans le numéro 6 de Solidaridad Obrera. Il est intéressant de voir que

direction d'Angel Pestaña, j'avais alors 18 ans, que je commençai à écrire dans « Soli » une chronique intitulée « Primo de Ribera et les reliefs sociaux ».

Vint ensuite la suspension de « Soli » et la fermeture des syndicats durant sept ans, ce qui mit un frein à notre propagande publique sans altérer cependant notre lutte clandestine.

En 1932, je fis partie du comité de rédaction de Solidaridad Obrera,

d'abord avec Manuel Villar, ensuite avec Libertio Callejas... Je me souviens qu'à la suite des événements de « Casas viejas » (vieilles maisons), au cours desquels les forces armées (alors sous les ordres des républicains), brûlèrent vifs le vieux compagnon Seisdedos ainsi que sa famille et quelques autres valeureux camarades, l'éditorial que je signalai me valut un procès et le ramassage de « Soli ».

Mais tout ceci fait partie des souvenirs qui restent liés au nom de « Soli » : c'est tout un passé de luttes intenses pour la révolution sociale que nous sentions toute proche et que les jeunes de cette époque-là préparaient de leur mieux. Pour le peuple espagnol, elle était

Informations internationales

sortie pour les autorités : il leur permettra de condamner à nouveau Marie, cette fois-ci à la détention à perpétuité.

Ce nouveau procès aura lieu lui aussi devant la Cour criminelle spéciale, qui siège sans jury, et il est toujours possible que Marie soit condamnée à mort.

La campagne de soutien ne s'est pas achevée avec le verdict d'appel et les groupes de Londres, de Dublin et d'ailleurs font pression pour qu'un procès avec jury soit décidé, ce qui permettrait peut-être à Marie d'être acquittée. Un procès devant une Cour conventionnelle autoriserait, en effet, Marie à faire comparaitre des témoins et à présenter son système de défense, lequel fut déclaré

conférence pour tenter de constituer une Fédération. Souhaitons que cette entreprise soit couronnée de succès. (D'après Freedom).

HOLLANDE

L'avortement en Hollande

Van Agt, ministre de la Justice, est le chef d'une combinaison politique (C.D.A.) de tous les partis chrétiens et dont les cadres comprennent les éléments les plus conservateurs.

Pour les élections de l'an prochain, le C.D.A. espère devenir le plus grand parti au parlement, et à cet effet, la question de l'avortement devrait jouer un rôle important. La Hollande reste à ce sujet l'un des pays les plus conservateurs, avec l'Espagne et l'Italie. L'avortement est interdit, sauf indication médicale. Cependant les coupables ne sont pas poursuivis car la révision de cette loi est en projet depuis 1911, lorsque deux parlementaires réclamèrent l'avortement libre.

Le gouvernement s'est jusqu'ici opposé à la discussion, laquelle aurait provoqué une crise. Actuellement le nouveau projet de loi est accepté par la seconde chambre, mais rejeté par la première. Les catholiques proposent que dans tous les cas d'avortements demandés, un comité formé d'un docteur, d'un curé et d'un psychologue puisse délibérer... Le temps des délibérations, l'enfant aura largement eu le temps d'avoir ses premières dents!

Cet été, le ministre de la Justice a fait fermer une clinique d'avortement à Heemstede et a poursuivi la direction, provoquant ainsi des heurts entre la police et les groupes de femmes qui occupaient la clinique.

Il faut s'attendre à des conflits prochains, car ce qu'on appelle en Hollande le « réveil moral » a provoqué dans les comités féministes une réaction de résistance.

Dans la Fédération socialiste-libertaire

La Fédération a constitué un comité de propagande pour l'abstention aux élections, en collaboration avec la Belgique. Elle espère étendre cette action en constituant un comité européen de boycott des élections au parlement de la C.E.E. en 1978. Cependant certains camarades s'interrogent devant les progrès de la droite organisée.

Les 6 et 7 novembre, la Fédération a commémoré à Eindhoven le centenaire de la mort de Bakounine, mettant en évidence la signification des théories bakouniniennes dans la vie d'aujourd'hui. Environ 150 assistants étaient présents; parmi les orateurs, Wim Van Dooren, assistant de philosophie à l'université d'Utrecht, qui contribue, par ses écrits et ses cours, à la divulgation des théories anarchistes.

La Fédération fait appel à toutes les organisations pour constituer un Comité « Sacco et Vanzetti ». Il y aura bientôt cinquante ans que ces deux anarchistes furent assassinés. Ce comité aura un triple but :

- réhabiliter Sacco et Vanzetti pour la révision du procès de Boston;
- dénoncer toutes les persécutions politiques qui se produisent actuellement dans le monde;
- lutter pour l'abolition de la peine de mort.

La situation sociale

Les pourparlers résultant de la politique contractuelle vont s'ouvrir

entre organisations syndicales et patronat. Ce dernier remet en cause le maintien du pouvoir d'achat et envisagerait d'élever les prix sans augmenter les salaires. Les travailleurs des ports et des transports routiers ont agité la menace d'une grève, mais la bureaucratie syndicale recherche encore des possibilités de compromis.

L'année 77 sera marquée par de nombreuses frictions et tandis que commencent les pourparlers dans les diverses branches de l'industrie, le gouvernement fait savoir qu'il refuse de faire usage de ses possibilités d'intervention.

PORTUGAL

En bref

Comme chaque mois, la revue anarchiste A Idea nous a envoyé un résumé de la situation politico-sociale portugaise.

Le Parti socialiste et le Parti communiste ont célébré un congrès sans surprise.

Un nouveau mouvement, le M.U.P. a été créé par les groupes qui avaient soutenu Otelo. Il réunit les indépendants, le M.E.S. et l'U.D.P. L'Etat récupère les terres d'Alentejo, attaquant les ouvriers agricoles et même les bastions du P.C. On enregistre la démission du ministre de l'Agriculture, Lopez Carolo, considéré comme l'aile gauche du P.S.



Un rapport accablant sur les condamnations arbitraires (tortures) des autorités « révolutionnaires » dans la période du 24 septembre 74 au 25 novembre 75 a été publié.

Le gouvernement (P.S.) veut réformer l'Université dans sa gestion et son autonomie. Les étudiants se mobilisent.

Soares a reçu à Lisbonne le Premier ministre espagnol dans le but d'un rapprochement péninsulaire. Les élections municipales et locales approchent, apportant avec elles les difficultés politiques que tout le monde redoute.

ITALIE

Une nouvelle bataille pour Marini

A la suite d'un enième procès contre Marini, les camarades italiens lancent aujourd'hui une vaste campagne pour sa mise en liberté conditionnelle.

En effet, quatre ans et demi se sont passés depuis les événements de la rue Velia à Salerne au cours desquels les deux compagnons Marini et Mastrogianni furent victimes d'une agression fasciste. Aujourd'hui, Giovanni Marini, qui a purgé la moitié de la peine requise (neuf ans) peut espérer sa mise en liberté conditionnelle. Ce droit pourra lui être accordé par le tribunal de Potenza sur la base d'une requête présentée par

l'ensemble de la défense de notre camarade.

Pendant, l'article 176 du Code pénal prévoit que le condamné ne peut bénéficier de ce droit que s'il a eu « un comportement digne de confiance dans son repentir ». Or, depuis août 1976, la « justice », en

Soyons prêts à faire preuve de SOLIDARITE INTERNATIONALE pour exiger la libération de Marini. Des télégrammes, des motions particulières, manifestes, etc., peuvent être envoyés directement à l'adresse suivante : Corte d'Assise d'Appello, 85100 Potenza.



Merde aux vertueux !

C'est l'heure de la pause à l'usine Lancia de Turin. Un couple s'est réfugié dans une petite Fiat 500, au lieu d'aller prendre son repas. Hélas ! un garde les a suivis, et il les surprend dans une position qui ne laisse aucun doute, une position « que la morale réproouve », dira dans son rapport le chef du personnel, et les deux tourtereaux seront licenciés.

Imaginons un instant pareille affaire dans une usine française (ça s'est déjà produit) : elle ne provoquerait que des ricanements, des haussements d'épaules, mais aucune riposte syndicale pour défendre les « coupables » ; on s'excuserait en affirmant qu'un tel cas est « indéfendable », et voilà tout. Eh bien, chez nos voisins italiens, en dépit de la forte influence cléricale, la réaction a été tout autre : d'abord, la jeune femme accusée d'avoir fait l'amour dans l'usine, qui est également déléguée, a décidé de porter plainte contre la direction, afin d'exiger son réembauchage ; les syndicats, de leur côté, la soutiennent, car ils estiment que « L'OUVRIER A LA LIBERTE D'UTILISER COMME IL LE VEUT SES TEMPS LIBRES ». Cette déclaration est d'une grande importance, puisqu'elle pose le problème des libertés individuelles. Ainsi, malgré la gravité extrême de la situation économique, le prolétariat italien n'hésite pas à poser au patronat des questions susceptibles de l'embarrasser, ou en tout cas de le dérouter : pourquoi ne pourrait-on pas avoir des relations sexuelles au boulot, pendant les pauses ? Ce qui serait comique, ce serait que ledit patronat réponde tout bêtement : « parce qu'une telle dépense d'énergie risque d'être préjudiciable au rendement et d'entraîner un ralentissement de la productivité ». Mais comme ces messieurs n'ont guère le sens de l'humour, ils feront plutôt appel à la « sauvegarde des valeurs morales », en citant pour faire bonne mesure un extrait des « pensées » du bon pape Paul, défenseur de la vertu et dénonciateur acharné des « coupables plaisirs de la chair ».

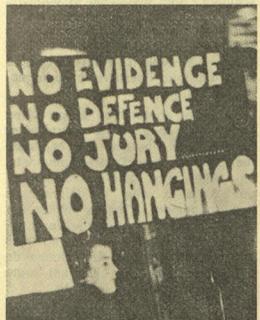
Bonne chance malgré tout à Fiorentina Caidoni et à son... partenaire, qui ont eu le culot... et le courage de faire fi des interdits et de faire un pied de nez aux empêcheurs de baiser en rond.



de tous les groupes d'usines, de quartiers, d'écoles, qui ont senti la nécessité de s'engager à fond pour la libération du camarade Marini, victime de la répression pour avoir affirmé, dans les faits, son antifascisme militant.



irrecevable lors du premier procès. L'accusation, mis à part les aveux arrachés par la torture, ne dispose d'aucune preuve et un jury condamnerait difficilement sur ces seuls aveux. Un acquittement signifierait que la situation de Noel et celle de Ronan Stenson (jugé le 17 décembre) doivent être réexaminés, ces derniers étant les complices supposés du meurtre que Marie est accusée d'avoir commis.



Les groupes de soutien réclament que Marie soit transférée à la prison pour femmes de Limerick et désirent attirer l'attention sur Noel qui se trouve toujours confiné dans l'isolement malgré la décision de la Cour Suprême. Il semble que l'Etat irlandais ne soit pas satisfait des tortures physiques et psychologiques, de la menace du gibet et de l'isolement complet des Murray puisqu'il insiste maintenant pour que Noel soit tenu à l'écart des autres prisonniers.

East Anglia

Un rassemblement des groupes anarchistes d'East Anglia s'est tenu à Cambridge, le 4 décembre 76, réunissant des groupes de Cambridge, Norwich, Ipswich, Colchester, etc. Ces groupes vont éditer un bulletin et, courant 77, vont tenir une nouvelle

L'échec des organisations syndicales devant le plan Barre

Le plan Barre se porte bien, les syndicats se portent mal ! L'échec des centrales syndicales à s'opposer au plan Barre était prévisible pour deux raisons majeures. La première, c'est que ce plan représentait une nécessité vitale pour l'économie capitaliste libérale de ce pays et que obligatoirement, après quelques grimaces d'usage, le patronat, les notables et le gouvernement ne reculerait pas devant des frondes organisées par les différentes couches sociales touchées par ses retombées. La seconde, c'est que les confédérations syndicales n'étaient pas en état de constituer un front susceptible d'élaborer une riposte efficace !

On peut d'ailleurs poser la question. Existe-t-il encore des organisations syndicales dans ce pays ? Ou plutôt, les organisations syndicales vidées de leur substance ne sont-elles pas devenues le modeste complément de systèmes économiques ou politiques qu'elles ont simplement chargés d'aménager pour que les travailleurs s'installent dans des structures décidées autre part et constituées sans elles ?

Il existe dans le pays deux types d'organisations syndicales. Celles (la C.G.T. et la C.F.D.T.) qui sont politisées jusqu'à la moelle, même si elles prétendent le contraire, et celles qui rejettent la politisation (F.O. et la C.G.C., voire la F.E.N.), mais qui volontairement ou pas font le jeu de l'économie en place. Ces deux groupes d'organisations qui s'affrontent à grand fracas avec des mots nobles vidés de leur contenu, ont chacun choisi une stratégie qui les conduit, malgré leurs dénégations, à être à la remorque de partis ou de systèmes économiques qui s'affrontent dans les jeux politiques.

Pour des raisons différentes mais parallèles, ces organisations politisées ou réformistes ont vidé le mouvement syndical de son contenu doctrinal pour le transformer en un rouage d'une économie « socialiste » ou « libérale », ce qui leur interdit toute lutte efficace pour des revendications autres que celles que peut absorber le système qui les a réduits à la domesticité et les rend impuissantes à transformer les revendications de salaires — que l'économie libérale ne peut absorber et que la gauche au pouvoir leur refusera pour des raisons identiques — en des revendications de structures que la situation économique mondiale impose et imposera encore davantage demain. Et à ce stade, on peut dire que les organisations syndicales sont parfaitement inutiles pour autre chose qu'une action corporative dans le cadre tracé par une économie en place ou dans celui d'une économie de remplacement proposée par des politiciens « socialistes ».

Il est évident que, devant la crise suscitée par des mutations économiques profondes dans le monde et qui obligeait le gouvernement à mettre sur pied un plan de défense des intérêts de classe de la bourgeoisie, une réaction des travailleurs s'imposait. Cette réaction qui aurait pu, peut-être, être salutaire, était impossible justement parce que les organisations syndicales ont remplacé les intérêts de classe des travailleurs par la défense des clans économiques

ou politiques devant lesquels elles ont incliné le vieux fond du mouvement ouvrier français qui, depuis Fourier, Proudhon, les hommes de la Première Internationale, ceux de la Commune de Paris, Fernand Pelloutier et quelques autres, a construit le syndicalisme traditionnel de ce pays.

Les éclats de voix de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. ne tromperont personne. Ces centrales attendent les élections avec l'espoir de voir enfin les hommes qui les manipulent arriver au pouvoir. Mais la victoire de la gauche aux élections ne modifiera aucun des problèmes que pose la transformation économique qui secoue le monde, et après avoir fait preuve de « sagesse » pour permettre l'arrivée de la gauche au pouvoir, il va leur falloir faire preuve de « sagesse » pour que celle-ci, qui n'a aucune intention révolutionnaire, puisse s'y maintenir en cohabitant avec la société du profit. Nous assisterons à des grèves pour le communiqué dont l'inefficacité est évidente et qui auront simplement pour but de tenir en haleine leurs adhérents pendant plus d'un an.

Pour les organisations réformistes et en particulier pour F.O., la peur du communisme commande tout. Pour ces organisations, la Charte d'Amiens n'est plus qu'une clause de style et, dans leurs conversations particulières, ses membres ne s'en cachent pas. D'ailleurs pour une action efficace, ce n'est jamais le moment. Plus tard, lorsque les hommes seront éduqués... bla bla bla ! Pourtant leur tarte à la crème était la concertation que le plan Barre a mise à mal. Qu'était-ce que cette concertation ? Du vent ! Depuis les origines des temps on discute. Voilà bien une doctrine syndicale qui n'a pas dû nécessiter l'emploi de cachets d'aspirine pour ses théoriciens. La vérité, c'est qu'à l'instant où cette discussion est stérile, c'est l'action qui s'impose ! « Retenez-vous, proclament les réformistes, ou nous faisons un malheur ! ».

Naturellement, ça et là, des craquements se font jour au sein des organisations syndicales, des militants réagissent, des tronçons d'unité se nouent ou se dénouent, des propos amers s'échangent, puis tout rentre dans l'ordre. A la C.G.T., on se nourrit de phraséologie révolutionnaire, Maire met son aile turbulente à la porte, on se gargarise à F.O. de la liberté qui régit dans cette centrale. En réalité on ne fera rien de positif et on ne peut rien faire d'autre que quelques grèves de 24 heures. Seul un mouvement syndicaliste traditionnel pourrait faire quelque chose, poser les problèmes de la transformation de l'économie de classes et de marché en une économie de caractère socialiste, égalitaire, voire libérale. Ce mouvement syndicaliste n'existe plus et parmi ceux qui continuent à s'en réclamer, beaucoup le font sans conviction, comme une clause de style. Et dans ce temps où le mouvement ouvrier baisse les bras, seule la Fédération du Livre C.G.T., dont on peut discuter les objectifs, nous rappelle qu'il y eut autrefois un mouvement syndical exemplaire dans ce pays.

Malgré les criaileries des organisations syndicales, le plan Barre continue son bonhomme de chemin et finalement il échouera. Car la crise économique que nous subissons ne prend pas sa source chez nous, dans les salaires, le chômage et l'inflation. Mais c'est le chômage, l'inflation et la crise des salaires qui prennent leur source dans une crise économique de caractère mondial dont j'ai déjà plusieurs fois parlé ici. Au bout du plan Barre, quelle que soit l'équipe au pouvoir, qu'elle soit de gauche ou de droite, c'est la politique des revenus qui se profile, car la politique des revenus est le complément logique d'une planification draconienne.

Au moment où j'écris ces lignes, la radio braille que le plan Barre est en train de réussir. Nous en reparlerons à la fin de l'année. La concentration des pouvoirs économiques, leur réglementation, appellent à des réactions imprévues des syndicats que les centrales essaient dans un premier temps de freiner, puis s'essouffent à rattraper avant de les vider de leur contenu dans un quelconque Hôtel Matignon. Pourtant les syndicats devraient savoir que le temps de ces accords bâtards jouant simplement sur les prix et les salaires est terminé et que l'économie doit subir une transformation profonde dans ses structures à travers l'autogestion ou la gestion ouvrière, comme on voudra,

dans la répartition de ses profits et surtout dans les choix prioritaires de production.

La crise n'est pas politique, elle est économique, la politique n'étant rien d'autre que la merdouille qui suit toute crise économique. Le remède à la crise, contrairement à ce qu'affirmait Marx, n'est pas politique, mais économique ainsi que le prétendaient Bakounine. Depuis cent cinquante ans, les problèmes n'ont pas changé de nature, mais de dimension. C'est ce que devraient clamer les organisations syndicales si elles n'étaient pas toutes pourries par la politique, c'est peut-être ce que clamera la rue en conclusion ce plan Barre.

Maurice JOYEUX

URNES ET ECOLOGIE

Les verts sont partis. Les candidats écologistes, après quelques ballons d'essai (campagne présidentielle de Dumont, législatives dans le V^e arrondissement, cantonales en Alsace), se préparent aux municipales.

RAPPEL DE QUELQUES FAITS

Dans le V^e arrondissement de Paris, aux dernières législatives, Eric Lalonde et René Dumont (suppléant) obtinrent 6,6% des suffrages exprimés. Aux cantonales, en Alsace, les écologistes faisaient en moyenne 5% des voix, avec des pointes de 15 à 20%.

Il n'est plus question de se servir des élections uniquement comme tribune, comme lors de la campagne présidentielle de Dumont. Face au problème grave de la pollution, de l'absence de responsabilités, certains écologistes ont plongé dans l'électoratisme le plus pur. Au programme commun et à Démocratie Française, ils ont répondu par la Charte de Saint-Omer (1).

CHARTRE DE SAINT-OMER

A Saint-Omer, les 11-12 décembre 1976, se réunissaient des groupes des Amis de la Terre (A.T.), le Mouvement Ecologiste (M.E.), le Mouvement pour une Alternative Non Violente (M.A.N.) et d'autres groupes de protection de l'environnement. A l'issue de cette réunion, la plupart des participants décidaient de présenter des candidats aux élections en ébauchant un programme communal dont les principaux points sont les suivants :

- participation accrue des habitants aux décisions et travaux communaux ;
- suppression des postes de préfets et sous-préfets ;
- protection de l'environnement ;
- réduction du temps de travail hebdomadaire (30 heures) ;

- urbanisme plus réfléchi ;
- réduction des inégalités ;
- aide au Tiers-Monde.

Pas de grand changement avec l'argument électoral de Lalonde : « Une gestion écologique de la société française est possible, une gestion écologiste pourrait changer la vie des habitants du V^e arrondissement ».

Déjà des listes sont prévues à Paris (Paris Ecologie-A.T., en Alsace, Midi-Méditerranée (M.E.), à Lille (A.T.).

RECUPERATION

Récupération non pas par les ordures, mais récupération par les partis. L'écologie devient un puissant argument électoral. A ce sujet on peut signaler les affrontements à Lille entre Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T. et Mauroy, digne représentant du P.S. qui déclarait dernièrement : « S'opposer à l'énergie nucléaire est un crime contre l'intelligence », les Assises sur l'écologie du C.D.S. avec Lecanuet, maire de Rouen, la ville la plus polluée de France.

Quant aux écologistes, les verts, ils se lancent dans les élections comme tout le monde, pour notre bien, comme tout le monde, pour nous redonner le pouvoir comme Giscard (2).

La Charte de Saint-Omer se veut inscrite dans l'état actuel de la société et peut paraître immédiatement réalisable, à l'exception de quelques points comme la suppression des préfets, des sous-préfets dont le rôle est nécessaire à l'Etat (décision de police, suspension possible des activités d'un maire, etc.). Les écologistes évoquent les quelques expériences d'autogestion municipale (3) pour rendre leur projet plausible.

Mais toutes ces expériences sont fondées sur le même principe de l'avant-garde ou de l'élite : « Donnez-nous tout le pouvoir, c'est-à-dire élisez-nous, et nous vous le

redonnerons sous la forme de commissions ou viendraient les « gens intéressés » (terme de la Charte), de référendum, par exemple en cas de litige (commission, élus), le pouvoir au compte-goutte quoi, merci bien !

CONCLUSION

Les écologistes qui appuient les candidatures des « verts » se montrent garants du caractère « démocratique » des élections, et oublient, pour certains, tous leurs grands principes. Ainsi les Amis de la Terre qui déclaraient en 1975 : « Les A.T. voient enfin l'écologie sous un jour libertaire et autogestionnaire » (4).

Pour les anarchistes le problème ne se pose pas : il ne saurait être question de soutenir les écologistes, pas plus que d'autres candidats. La seule façon d'obtenir l'autogestion dans la ville, la défense de l'environnement, c'est de militer par l'action dans les comités de quartier, dans les Unions syndicales locales, les groupes de défense de l'environnement, en éloignant toute idée électoraliste et étatiste.

Liaison F.A. Nantes.

(1) A ce sujet, légère controverse. En effet, l'APRE, dans son n° 224, déclare qu'elle n'existe pas et pourtant son texte est paru dans le *Sauvage*, numéro de janvier (7).

(2) Voir la déclaration sur le rôle trop prépondérant de l'Etat, pouvoir étendu par les élus locaux.

(3) Voir *Sauvage*, numéro de janvier.

(4) Sources : *L'escroquerie nucléaire*, Stock éd., page 10. Petite anecdote : les A.T. Lille, dans leur appel pour la réunion de Saint-Omer, recommandaient la lecture de *Pour une société écologiste* de Bookchin, ouvrage dans lequel il est assez difficile de trouver un argument électoral...

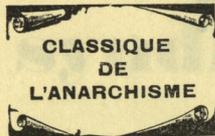
**POUR L'INDISPENSABLE POINT DE VUE ANARCHISTE
SUR L'ACTUALITÉ**

**LE MONDE LIBERTAIRE DOIT DEVENIR
HEBDOMADAIRE!**



**SOUSCRIVEZ
AU MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE**

C. C. P. Yvonne DALMENECHES 14.277-86 PARIS - 3, rue Ternaux 75011 PARIS



LE COURANT INDIVIDUALISTE

selon Pierre Kropotkine (extraits)

Le texte qui suit est extrait de l'ouvrage de Pierre Kropotkine, La Science moderne et l'Anarchie. Dans une partie de cet ouvrage, l'auteur analyse les différents courants de pensée qui constituent le mouvement anarchiste. Ce sont les lignes qui ont trait au courant individualiste que nous vous proposons ci-dessous.

Le courant individualiste dans l'Anarchie semble être une survivance des temps passés, où, les moyens de production n'ayant pas encore atteint l'efficacité que leur donnent aujourd'hui la science et les progrès techniques, le communisme était synonyme d'une commune misère et d'un commun assujettissement.

Il y a soixante ans à peine, un modeste bien-être et quelques loisirs n'étaient possibles, en effet, que pour un très petit nombre de gens qui exploitaient le travail d'autrui ; et c'est pourquoi tous ceux qui tenaient à une certaine indépendance économique voyaient avec effroi le jour où ils ne pourraient plus appartenir à la minorité des privilégiés. Il ne faut pas oublier en effet qu'à cette époque Proudhon évaluait à cinq sous par jour et par habitant la production totale de la France.

Cependant aujourd'hui, cet obstacle n'existe plus. Avec l'immense productivité du travail humain que nous avons dans l'agriculture comme dans l'industrie (voyez là-dessus Champs, Usines et Ateliers), il est certain qu'un très haut degré de bien-être pour tous pourrait être facilement obtenu en peu d'années par le travail communiste intelligemment organisé, tout en ne demandant à chacun que quatre ou cinq heures de travail par jour. Ce qui nous laisserait au moins cinq heures de plus de loisir complet.

Cette objection au communisme n'existe donc plus.

Quoi qu'il en soit, le courant individualiste se subdivise aujourd'hui en deux branches principales. Il y a d'abord les individualistes purs, dans le sens de Stirner, qui ont trouvé dernièrement un renfort dans la beauté artistique des écrits de Nietzsche. Mais nous ne nous arrêterons pas sur eux. Nous avons déjà dit dans un chapitre précédent, combien cette « affirmation de l'individu » est métaphysique et éloignée des faits de la vie réelle ; combien elle blesse les sentiments d'égalité — base de tout affranchissement, car on ne peut s'affranchir tant qu'on veut dominer quelqu'un ; et combien elle rapproche ceux qui s'affirment « individualistes » des minorités de nobles, de prêtres, de bourgeois, de fonctionnaires, etc., qui eux aussi se croient « supérieurs » aux masses, et auxquels nous devons l'Etat, l'Eglise, les Lois, la Police, le Militarisme, et toute l'oppression séculaire.

L'autre branche des « individualistes-anarchistes » comprend les mutualistes dans le sens de Proudhon. Ceux-ci cherchent la solution du problème social dans une organisation libre, volontaire, qui introduirait l'échange des produits, évalués en bons de travail. Ces « bons » représenteraient le nombre d'heures nécessaires dans un état donné de l'industrie pour produire tel objet, ou bien le nombre d'heures données par tel individu aux fonctions reconnues d'utilité publique.

En réalité, ce système n'est plus individualiste. Il représente un compromis entre le communisme et l'individualisme. Individualisme dans la rétribution du producteur — communisme dans la possession de ce qui sert à produire.

Eh bien, c'est ce dualisme même qui élève, à notre avis, un obstacle insurmontable à ce que le système puisse s'introduire. Il est impossible pour une société de s'organiser sur deux principes contradictoires à ce point : la mise en commun de ce qui a été produit jusqu'à tel jour, et l'individualisme pour ce qui va être produit : non pas pour la production de ces objets de luxe, pour lesquels les goûts et la demande varient à l'infini, mais même pour le strict nécessaire, concernant lequel il s'établit dans chaque société une certaine uniformité d'appréciation.

Il ne faut pas perdre de vue, non plus, l'immense variété de machines et de méthodes qui servent à produire en différents endroits, dans une société nombreuse et dans une industrie en voie de développement. Ce qui fait qu'avec

telle machine, une somme de travail donnée produit deux ou trois fois plus qu'avec telle autre machine. Ainsi, par exemple, dans l'industrie actuelle du tissage, les métiers à tisser sont si différents par leurs qualités que le nombre de métiers qu'un seul homme peut surveiller varie de trois à vingt (métiers Northrop). Il ne faut pas oublier non plus les différences d'énergie musculaire et cérébrale donnée par divers travailleurs dans diverses branches de la production. Et si l'on prend ces faits en considération, on arrive à se demander, si jamais l'heure de travail pourra donner une mesure qui puisse être acceptée pour l'échange marchand des produits.

On comprend l'échange marchand actuel, mais on ne comprend pas un échange marchand basé sur une évaluation — l'heure du travail — qui n'est plus marchande, dès que la force de travail cesse d'être traitée comme marchandise. L'heure de travail ne pourrait servir à établir l'équivalence des produits (ou plutôt à l'estimer *grosso modo*) que dans une société qui aurait déjà admis le principe communiste pour la plupart des produits de première nécessité.



Et si, comme concession à l'idée de rémunération individualiste, on introduisait, en plus de l'heure de travail « simple », une rémunération différente pour le travail « qualifié », qui demande de l'apprentissage, ou si l'on avait recours aux « chances d'avancement » dans la hiérarchie des fonctionnaires de l'industrie, on rétablirait ainsi les traits distinctifs du salariat moderne, avec les vices mêmes que nous lui connaissons et qui nous font chercher les moyens de l'abolir.

Cependant, il ne faut pas oublier que les idées des mutualistes ont eu un certain succès dans l'agriculture aux Etats-Unis, où ce système continue, paraît-il, à fonctionner au sein de quelques organisations de fermiers.

Se rapprochant des mutualistes, il y a encore les anarchistes-individualistes américains, qui furent représentés dans les années cinquante du dix-neuvième siècle par S. P. Andrews, par W. Greene, plus tard par Lysander Spooner, et qui le sont aujourd'hui par Benjamin Liberty, qui publia pendant de longues années le journal *Liberty*.

Leurs idées relèvent de Proudhon, mais aussi de Herbert

Spencer. Ils partent de l'affirmation que l'unique loi obligatoire pour l'anarchiste est de s'occuper lui-même de ses propres affaires ; que, par conséquent, chaque individu et chaque groupement ont le droit d'agir comme ils veulent — d'opprimer même toute l'humanité, s'ils en ont la force. Si ces principes, dit Tucker, recevaient une application générale, ils n'offriraient aucun danger, puisque les pouvoirs de chaque individu seraient limités par les droits égaux de tous les autres.

Mais raisonner ainsi, c'est payer, ce nous semble, un trop large tribut à la métaphysique et faire des suppositions imaginaires. Dire, que quelqu'un a le droit d'opprimer toute l'humanité, s'il en a la force, et que les droits de cet individu sont limités par les droits égaux des autres, c'est verser en plein dans la dialectique. D'autre part, pour nous, qui restons dans le domaine des réalités, il est absolument impossible de concevoir une société, ou même une simple agglomération d'hommes, faisant la moindre des choses en commun, dans laquelle les affaires de chacun ne concerneraient pas beaucoup d'autres, si ce n'est tous les autres. Encore moins nous est-il possible d'imaginer une société, dans laquelle le contact continu entre ses membres n'établisse un intérêt de chacun envers les autres et ne lui rende matériellement impossible d'agir, sans réfléchir aux conséquences de ses actions pour la société.

C'est pourquoi Tucker, comme Spencer, après avoir fait une excellente critique de l'Etat et une vigoureuse défense des droits de l'individu, mais ayant aussi reconnu la propriété individuelle sur le sol, arrive à reconstituer l'Etat, pour empêcher les citoyens individualistes de nuire les uns aux autres. Il est vrai que Tucker ne reconnaît à l'Etat que le droit de défendre ses membres, mais ce droit et cette fonction suffisent pour constituer l'Etat, avec ses droits actuels. En effet, si l'on examine l'histoire de l'institution Etat, on trouve que c'est précisément sous le prétexte de défense des droits de l'individu que s'est constitué l'Etat. Ses lois, ses fonctionnaires, chargés de protéger l'individu lésé ; sa hiérarchie, établie pour veiller à l'application des lois ; ses universités, faites pour étudier les sources du droit, et son église pour en sanctifier l'idée ; ses classes pour maintenir « l'ordre », et son service militaire obligatoire ; ses monopoles, enfin, ses vices, sa tyrannie — tout découle de cette première admission : la protection des droits de l'individu, lésés par un autre individu.

Ces brèves remarques expliquent pourquoi les systèmes d'anarchie individualiste, s'ils trouvent des adhérents parmi les « intellectuels » de la bourgeoisie, n'en rencontrent pas beaucoup dans la masse des travailleurs. Ce qui n'empêche que tous reconnaissent l'importance de la critique faite par les anarchistes individualistes pour empêcher leurs confrères communistes de verser dans le centralisme et la bureaucratie, et toujours ramener la pensée à l'individu libre — source première de toute société libre. La tendance à retomber dans les errements du passé n'existe que trop, nous le savons, même parmi les révolutionnaires avancés.

On peut donc dire qu'en ce moment le communisme-anarchiste est la solution qui gagne le plus de terrain parmi ceux des ouvriers — surtout des ouvriers latins — qui s'intéressent aux questions d'action révolutionnaire dans un avenir plus ou moins prochain et qui perdent la foi dans les bienfaits de l'Etat.

Le mouvement ouvrier, qui permet aux travailleurs de se sentir les coudes en dehors des futiles agitations des partis politiques, et de mesurer leurs forces et leurs aptitudes d'une façon autrement efficace que dans le mécanisme éphémère des élections, contribue pour beaucoup à préparer ces idées. Si bien qu'il n'est pas exagéré de prévoir que lorsque des mouvements sérieux commencent parmi les travailleurs des villages et des campagnes, des tentatives seront faites dans la direction anarchiste, et que ces tentatives seront sans doute plus profondes que celles qui furent ébauchées par le peuple français en 1793 et 1794.

POESIE

VOYEZ COMME ON DANSE

par Guy THOMAS

« Les plus beaux chants sont des chants de revendication »
Léo Ferré.

Avec *Voyez comme on danse*, un recueil de « goulantes » toutes de révolte et de tendresse, Guy Thomas nous convie tout à la fois à larguer les amarres, celles qui nous rattachent depuis toujours, allez donc savoir pourquoi, à un monde déshumanisé qui n'en finit pas de crever et à redécouvrir la poésie, la vraie, celle qui a fui depuis longtemps déjà les sociétés académiques et hante aujourd'hui les bouges malfamés en compagnie du fantôme de François Villon.

Pourtant, à une époque où, précisément, la clameur poétique est déclarée en faillite par tous les gogos des supermarchés littéraires au profit et bénéfice du prêt-à-consommer en bandes magnétiques, où le quatrain se vend comme on vend une nouvelle marque de lessive, où le marketing et la publicité doivent voler au secours de la chanson pour la mieux faire ingurgiter par un public qui n'a plus d'oreilles désormais que pour les ritournelles insipides des guignols du hit-parade, où le poète, s'il veut « percer », doit employer des mots choisis avec soin et discernement et qui ne sortent que de la grammaire officielle, passer sous silence les tares de la société et se mettre tout entier au service de la caste dominante, l'entreprise de Guy Thomas peut paraître suicidaire et... inactuelle.

Notre poète en est conscient et n'en a cure, car il n'est nullement à l'écoute de la gloire littéraire, cette putain beaucoup

moins respectueuse que « la nana » dont il nous trace le portrait dans l'une de ses goulantes mais qui n'en séduit pas moins avec force tous les Ducon et les Dutourd de ce siècle; car c'est aux hommes LIBRES qu'il s'adresse, à ceux qui, comme lui, refusent d'être parqués dans les limites étroites du conformisme modern-style et récuse tous les mots d'ordre. Peu lui importe, donc, que son recueil ne devienne pas, un jour prochain, le classique-par-excellence-de-la-poésie-française-contemporaine, cité en exemple par tous les pédagoges cocardiers ou le nouveau-petit-livre-rouge des contestataires de salon qui font la Révolution devant un Gini et en écoutant le dernier tube du moment, peut-être celui de Sardou-la-Mort. Sa poésie vibre, chante, EST en un mot... et cela lui suffit. Et si la muse qui l'inspire parle parfois argot, c'est que l'argot est aussi la langue des poètes...

Voyez comme on danse, une « philosophie » de la VIE, un « manifeste » de la LIBERTE dans lequel transparaissent en filigrane ces mots : « Fusils, sabres, goupillon, marteau, faucille... à la ferraille... », un cri de révolte qui ne laissera indifférent aucun anarchiste...

Lisez-le, compagnons, pour vous... de vive-voix... loin des gadgets stéréophoniques... Et si, comme moi, vous avez aimé, faites-le savoir à l'auteur. D'autres recueils sont en préparation.

Patrick PIDUTTI.

Voyez comme on danse : prochainement en vente à Publico, 3, rue Ternaux, Paris-11^e.

CRIS « POÈMES OUVRIERS »

de Jean-Pierre GRAZIANI

Trois livres déjà parus sous ces titres *CRIS I, II et III*. Beaucoup moins classique que les précédentes, ce qui ne veut pas dire moins valable, la poésie de Graziani est celle d'un écorché vif; cris de souffrance, de révolte, d'espoir, jamais de haine, le titre de ces trois livres n'est pas trompeur; il dénonce la connerie humaine, la veulerie des uns, la cupidité des autres, mais la tendresse n'est pas exclue. Les poèmes de Graziani sont à lire, bien sûr, mais ils sont surtout à « dire », surtout pour qui estime que la poésie est aussi une forme de lutte.

CRIS I

*Peuple bajoué
Depuis des nuits centenaires
Peuple martyrisé
Sous les coups des matraques séculaires
Peuple trompé
Par la crasse des tares parlementaires*

CRIS II

*Femme ouvrière, paysanne,
Petite-bourgeoise, employée,
La famille, le couple
C'est votre prison
L'école de la résignation*

CRIS III

*La nuit a mis son manteau
Et son cache-col
Enfoncé son chapeau
Au ras de la lune
Et moi dans la rue
Qu traîne ma révolte
Ma solitude
S'effiloche
Avec ce clop tordu*

G. PIOU

VU A LA TÉLÉVISION

En ce début d'année, Ponia est apparu par l'étroite lucarne pour nous la souhaiter bien bonne et nous réaffirmer qu'il veillerait fermement sur nous comme en 76. Il nous a rappelé que, grâce à lui les hold-up ont baissé de 8 %, même si la criminalité, elle, n'a pas diminué, mais au contraire augmenté de 3 %. On ne dira jamais assez la vulgarité et l'inutilité de ces personnages, au physique de l'emploi, qui s'attribuent le mérite de faire régner l'ordre social à coups d'indicateurs, d'écoutes, de fouilles dans les rues, les métros, de perquisitions abusives et honteuses, d'expulsions du territoire, etc.

Qui trompe-t-on encore en faisant croire que notre sécurité ne tient qu'à un réseau de fils téléphoniques branchés directement sur la Préfecture de police ?

Avec ce prétexte de nous mieux protéger, tout est bon pour accentuer la répression et faire passer des lois fascisantes.

Nous ne savons que trop que nous sommes en liberté surveillée. Nos hideux géoliers nous font chaque jour davantage comprendre l'issue dont dépend notre libération : leur suppression.

**

J'aime beaucoup l'Histoire et les émissions d'Alain Decaux dans ce titre, particulièrement intéressantes.

Début janvier il a évoqué pour nous les « exploits » de la bande à Bonnot de triste renommée. Son honnêteté d'historien et la clarté de ses dires méritent d'être salués. C'est d'ailleurs ce qui rend ses exposés si passionnants. Un militant de la Fédération Anarchiste n'aurait pas eu à retirer ou ajouter un mot relativement à son exposé de l'affaire Bonnot.

Alain Decaux, en effet, a su

replacer dans le contexte social et politique du début du siècle les actions de ces révoltés marginaux.

Bonnot n'était pas anarchiste. Il était venu chercher dans les milieux révolutionnaires ceux qui avaient mal assimilé leurs lectures et qui pensaient servir leur idéal en trahissant ce qui est fondamental de notre pensée : la liberté et la justice. Si nous contestons la justice étatique, nous refusons et redoutons bien plus encore celle qui pourrait exercer des justiciers et qui serait bien plus inique et démesurée. Nous voulons transformer la société avec une nouvelle morale et une nouvelle économie de production et d'échange; les actes de violence dans le cadre d'une société capitaliste et bourgeoise ne sont que ripostes puérides et ne peuvent engendrer aucune transformation si ce n'est celle du code pénal. Et cela, Alain Decaux, avec son calme habituel et son agréable façon de conter l'a fait comprendre à des millions de téléspectateurs, comme il fit comprendre il y a quelques temps déjà la pénible affaire Sacco et Vanzetti, avec une justesse et une limpidité qui ne pouvaient laisser indifférent. Hélas ! les occasions de dire ce que sont et ce que veulent les anarchistes sont rares et nous sommes heureux de constater qu'il existe encore des historiens honnêtes.

Quelques jours après fut programmé le film *Section Spéciale*, dans le cadre des « Dossiers de l'écran ».

Nous connaissons le goût immo-déré des animateurs de cette émission pour les débats spectaculaires fondés sur les scandales historiques. Chaque mardi soir, c'est le match rituel entre les bons et les méchants.

Section Spéciale traite de l'abo-

minable tribunal spécial qui fut instauré durant la dernière guerre pour user d'une loi à effet rétroactif sur des individus ayant déjà été jugés, de manière à pouvoir les condamner à de plus lourdes peines et notamment à la peine de mort, tout ceci pour parer aux représailles des officiers allemands.

Pour répondre aux questions des téléspectateurs, des avocats, une victime communiste de ladite section, et des individus favorables aux tribunaux d'exception avaient été réunis.

Le débat a gravité autour de Pétain, de Pucheu, de De Gaulle, des lois bonnes et des lois mauvaises, de l'honneur des magistrats... Et le lendemain la presse, ravie du dernier match, dévoilait de nouveaux dessous, de nouvelles horreurs judiciaires...

Aussi effroyable que soit une « section spéciale », l'idée même d'un tribunal est à bannir. Pas de circonstances atténuantes pour les juges qui sont toujours à la solde des dirigeants politiques...

Une tribune télé dans le cadre d'un mensuel parvient trop tard et ne peut aider aux débats qui peuvent s'instaurer à la suite d'une émission. La presse, les organes d'information roulent à une allure impossible et si un sujet parvient à passionner l'opinion trois ou quatre jours, les dégoteurs de scandales apportent avant tarissement le nouveau plat sensationnel.

La pensée anarchiste doit circuler dans la vie de tous les jours, au travail, à l'école, dans les loisirs et on devra très bientôt compter toutes les semaines avec notre point de vue, nos solutions, somme toute plus propres, plus réalistes que tout ce qui est proposé à l'heure actuelle.

CARMEN.

CINÉMA

LE JUGE FAYARD DIT « LE SHÉRIF »

(Un film d'Yves BOISSET)

Un réalisateur étant l'objet de menaces pendant le tournage de son film, son film, à la veille de sa sortie, victime de coupures sur intervention du S.A.C. mis en cause à plusieurs reprises dans le film en question, l'événement commenté pendant plusieurs jours dans la presse écrite et parlée, autant de raisons valables qui ont excité ma curiosité et m'ont poussé à aller voir le film *Le juge Fayard dit « le Shérif »*. Ce film, sans doute l'un des meilleurs crus d'Yves Boisset, se situe comme les précédents. L'attentat ou Dupont-Lajoie, dans la volonté de dénoncer une justice politique, donc de classe. Le personnage central du film, le juge Fayard, n'a pas la physiono-

mie que l'on serait tenté de coller au mot juge. En effet, celui-ci est svelte, sympathique, et jeune. Jeune, cet élément sera indispensable à Yves Boisset pour justifier la naïveté et l'honnêteté de son personnage, croyant à la pureté de sa tâche, à l'indépendance de son action, allant même jusqu'à nier l'existence de « juges rouges », la justice ne pouvant, pour lui, qu'être indépendante de la politique.

Mais au cours d'une enquête qu'il suivra personnellement, où il sera victime de pressions et de menaces, où l'on cherchera à l'empêcher d'aller trop loin pour ne pas aller chercher le scandale trop haut, il apprendra vite que la justice n'est pas la même pour les

« bougnouls » que pour les présidents.

Le film se termine sur cette cruelle réalité. Cruelle pour le spectateur, l'homme de la rue, mais évidente et qui n'étonnera pas les anarchistes qui dénoncent depuis toujours la justice inévitablement corrompue, parce que inévitablement au service de la classe dominante.

On peut parier que ce film, dénonciateur, gênant pour beaucoup, sera l'un des meilleures réalisations cinématographiques de l'année. Film intelligent produit par un réalisateur intelligent, à voir en priorité.

MORISCO.

VIENT DE PARAÎTRE
aux Editions du "Monde Libertaire"
LA PILULE OU LA BOMBE

par Maurice LAISANT

En vente à PUBLICO

PRIX 21 F

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS : DE LA DICTATURE A LA DÉMOCRATIE

par Jean FONTA

C'est au début des années soixante que le Parti Communiste français amorça le virage historique qui lui fit quitter la voie de la stricte dictature pour emprunter la route sinueuse et difficile de la démocratisation. Ce virage fut marqué par la renonciation officielle de ce parti à la conception de la prise du pouvoir par des moyens violents. Le P.C.F. accepta les règles de la démocratie comme moyen d'instaurer un jour la « dictature du prolétariat ». Staline était mort depuis une dizaine d'années et le rapport de Krouchtchev au XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique avait dénoncé « le culte de la personnalité », euphémisme pour désigner la tyrannie d'un vieillard paranoïaque. Les esprits avaient eu le temps d'assimiler les principes de l'orientation nouvelle. Les dirigeants de l'époque stalinienne étaient encore à la tête du parti mais ils n'allaient pas tarder à quitter l'un après l'autre le devant de la scène, à commencer par Maurice Thorez qui mourait en juillet 1964. Les liens de subordination établis entre le P.C.F. et Moscou se distendaient peu à peu, bien que le parti persistât à proclamer son attachement et sa fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S. Le conflit sino-soviétique allant jusqu'à la rupture idéologique entre les deux communismes, l'exemple d'un Parti Communiste italien depuis longtemps autonome et devenu quasi indépendant, l'indépendance de la Yougoslavie, celle de Cuba, etc., toutes ces « preuves » indiscutables de la fin du centralisme dans le « camp socialiste » et le mouvement communiste international incitaient le P.C.F. à s'orienter à son tour vers un communisme authentiquement national. Ayant eu donc à définir en toute indépendance sa propre politique sans se préoccuper de la faire coïncider avec la diplomatie soviétique, il préconisait alors « l'union de tous les républicains contre le pouvoir des monopoles ». Il s'agissait de constituer avec lui un rassemblement hétéroclite de tous les opposants au régime du parti gaulliste. Bien entendu, cette stratégie rencontra un échec total. Les partis bourgeois d'opposition ne se souciaient pas de s'allier à des gens que l'on considérait encore comme de dangereux révolutionnaires et le Parti Socialiste (S.F.I.O.), devenu d'ailleurs travailliste d'inspiration et petit-bourgeois de composition, se gardant comme de la peste d'un parti dont il connaissait bien la brutalité et la déloyauté. Seul, dans ce qu'on appelle d'habitude la gauche, le petit Parti Socialiste Unifié proposait une stratégie entièrement nouvelle, celle d'une grande alliance anticapitaliste de toutes les forces populaires, politiques, syndicales, culturelles, etc., qu'il appelait la stratégie du front socialiste. C'était d'ailleurs une stratégie purement réformiste même si, tenant compte de l'effacement du Parlement sous la V^e République, elle mettait l'accent sur l'importance des « nouveaux centres de décision », tels que les conseils d'administration des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte, même si elle proposait aux confédérations syndicales de se battre pour l'extension des pouvoirs des comités d'entreprise.

Ces conceptions nouvelles firent lentement leur chemin, après s'être heurtées à l'incompréhension générale au sein de la gauche. Certes, les diverses composantes de celle-ci n'envisagèrent jamais d'adopter purement et simplement l'ensemble de la stratégie de front socialiste préconisée par le petit P.S.U. Mais l'idée du regroupement nécessaire des forces de gauche finit par s'imposer à un nombre croissant de ceux qui les constituaient. Il apparut, en effet, que c'était le seul moyen de rendre un jour possible le retour de la gauche à la direction de l'Etat. Comme on ne pensait qu'aux batailles électorales, on n'envisageait pas d'autre regroupement que politique. Mais qu'était-ce alors que la gauche ? D'une part un P.C.F. extrêmement puissant, tant par son influence électorale que par l'importance de sa force militante, d'autre part un P.S. (S.F.I.O.) très diminué, non seulement comme force militante mais encore comme force électorale, un P.S.U. riche en militants mais sans influence électorale, des clubs socialistes et enfin un parti radical en pleine décadence qui n'existait guère que par ses notables et dont on n'entendait parler qu'à l'occasion des scrutins. De là naquit l'idée et la réalisation laborieuse de la Fédération de la Gauche Démoc-

rate Socialiste qui voulait rassembler la gauche non communiste afin que celle-ci puisse parler d'égal à égal au P.C.F. Mais dès le début, la F.G.D.S. fut affaiblie par le refus du P.S.U. d'y participer. Elle fut donc l'union fédérale de trois organisations : le P.S. (S.F.I.O.), les clubs socialistes regroupés dans la Convention des Institutions Républicaines et enfin l'antique Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste. De son côté, le P.C.F. s'entêta à préconiser l'utopique « union de tous les républicains ». Quant au P.S.U., il défendait toujours, mais avec de moins en moins de conviction, l'idée du « front socialiste ». Face aux deux grandes forces de la vieille gauche il faisait figure de parti d'extrême-gauche. Toutefois, il restait ce qu'il sera probablement jusqu'au jour de sa disparition : un très petit parti méprisé et ignoré des grands. Entre ceux-ci le dialogue ne s'établissait pas. D'ailleurs la F.G.D.S. ne progressait pas : après avoir soulevé de grands espoirs dans la gauche non communiste, elle semblait avoir de plus en plus de peine à se maintenir en vie.

Le grand mouvement de mai 1968 la balaya comme un fétu de paille. Les forces révolutionnaires resurgirent brusquement des catacombes, remettant le P.S.U. à sa vraie place : dans la zone frontière séparant la gauche de l'extrême-gauche. Très affaiblis électoralement au lendemain des élections législatives, le P.C.F. d'une part et la gauche non communiste d'autre part sentirent encore davantage la nécessité de se rapprocher et par conséquent de satisfaire aux conditions qui permettraient ce rapprochement. Dans la gauche non communiste, ce fut la lente préparation, puis la réalisation de la fusion du P.S. (S.F.I.O.) et de la C.I.R. pour donner naissance au nouveau Parti Socialiste. Guy Mollet et ses amis furent écartés de la direction pour être remplacés par Mitterrand et les siens, venus des clubs, mais aussi par un certain nombre d'anciens dirigeants du P.S.U., heureux d'avoir trouvé là, enfin, un cadre où leurs ambitions pourraient se réaliser. Dans le P.C.F., après la disparition ou l'effacement des dirigeants de l'époque stalinienne et leur remplacement par des militants issus de la Résistance ou formés postérieurement à celle-ci, la démocratisation des mœurs se poursuivit, du moins pour ce qui concerne les rapports avec les autres partis. Bientôt le P.C.F. admit que plusieurs partis pouvaient participer à la construction du « socialisme » en France. C'était déjà renoncer à la doctrine de la « dictature du prolétariat », mais il fallut attendre 1976 pour que Marchais l'annonçât officiellement, comme une chose allant de soi, dans le cadre d'une conversation avec des journalistes. Dès lors, le principal obstacle au rapprochement entre le P.C.F. et le P.S. était levé : les communistes français admettent que dans les conditions particulières de la France les règles de la démocratie devraient être respectées même au cours de la phase de construction du socialisme, les socialistes renouvés pouvaient envisager de gouverner le pays avec leur appui et leur participation et, dans ce but, de conclure avec eux une alliance électorale fondée sur un programme commun de gouvernement. L'alliance fut conclue et le programme élaboré. L'union populaire ou union de la gauche, officiellement soutenue par la C.G.T., fut renforcée par l'adhésion d'une fraction de la démocratie libre penseuse, le Mouvement des Radicaux de Gauche, foncièrement libéral, très attaché à la propriété privée des capitaux et au principe de libre concurrence, mais estimant nécessaire l'intervention de l'Etat contre les très grosses entreprises qui, par leur tendance à la formation d'oligopoles, mettent en danger le système libéral, c'est-à-dire capitaliste privé. Cette union de la gauche n'est certes pas la réalisation du « front socialiste » préconisé par le P.S.U. au début des années soixante. Mais elle lui est incontestablement apparentée de la même façon, d'ailleurs, qu'il y a une certaine parenté entre l'idée du « front socialiste » et celle d' « union des forces populaires » sur laquelle la C.F.D.T. fonde présentement sa stratégie. Toutefois, si la réalisation de l'union de la gauche n'a pas une importance considérable aux yeux de tous ceux qui désirent une transformation de la société et pas seulement des réformes de détail, elle présente un grand intérêt du point de vue

historique car elle aura été l'occasion pour le P.C.F. de franchir pour la seconde fois une étape dans la voie de la démocratisation, la première, on s'en souvient, ayant consisté à renoncer à prendre le pouvoir par des moyens antidémocratiques.

Mais l'évolution du P.C.F. n'est pas achevée. Il reste à celui-ci du chemin à parcourir pour arriver au terme du processus de démocratisation dans lequel il s'est engagé. Si, personnellement, je crois qu'il a atteint le point de non-retour, il est certain qu'il lui reste à satisfaire à deux conditions pour que la chose soit évidente aux yeux de tous : qu'il rompe idéologiquement avec l'U.R.S.S. et les autres dictatures se réclamant du marxisme-léninisme et qu'il renonce dans son organisation à la règle léniniste du « centralisme démocratique », ainsi qu'à l'interdiction à ses membres de former des tendances dans la détermination de la politique du Parti. Aussi longtemps, en effet, que ces deux conditions ne seront pas satisfaites, il subsistera un doute sérieux à propos de la sincérité de l'adhésion des communistes français aux principes démocratiques. Il ne suffit pas, pour être pleinement rassuré à cet égard, que le P.C.F. dénonce les mesures qui frappent les opposants en U.R.S.S. et dans les autres Etats communistes. Il ne suffit pas qu'il dénonce l'existence de camps de travail où ces opposants sont jetés. Il faut encore qu'il dénonce la cause permanente de ces faits : la dictature. Il faut qu'il constate qu'après soixante ans de pouvoir exclusif en U.R.S.S. et environ trente ans dans les autres Etats communistes, cette dictature n'a pas déperdi, qu'elle s'est maintenue toujours aussi étouffante, toujours aussi totalitaire, que loin d'avoir créé les conditions de la libération de l'individu, elle a perfectionné son asservissement. Il faut qu'il proclame qu'entre un tel régime et celui qu'il veut instaurer, il n'y a pas seulement une différence de forme mais aussi de nature.

Par ailleurs, quand on s'affirme attaché à la liberté, il faut pour être cru la respecter scrupuleusement chez soi. Or, le centralisme qui règne encore au sein du P.C.F. traduit la dictature du Comité central sur l'ensemble des adhérents. Il ne suffit pas que la discussion soit libre dans les cellules pour que la démocratie soit effectivement assurée, de même qu'il ne suffit pas de respecter la forme de l'élection pour qu'il y ait une élection réelle. Beaucoup continueront à mettre en doute la sincérité démocratique des communistes français tant qu'ils les verront dissimuler leurs divergences derrière la façade d'une unanimité factice, tant qu'ils verront leurs congrès élire des dirigeants et voter des textes à une majorité de 99 %.

Mais quand le P.C.F. aura achevé sa démocratisation, quand il sera devenu un parti à la fois marxiste et démocratique, rien ne s'opposera plus à ce que la branche marxiste du P.S. fusionne avec lui. On verra peut-être alors se former un Parti Ouvrier français cultivant le souvenir de Jules Guesde, tandis que les éléments non marxistes du P.S., récupérant les dissidents anticommunistes d'aujourd'hui et même les gaullistes de gauche, constitueraient un nouveau possibilisme. Craignons toutefois de prophétiser, sachant que les voies de la politique ne sont pas forcément celles de la logique. Contentons-nous, pour l'instant, de nous réjouir de l'échec complet et définitif du communisme en tant que courant révolutionnaire. Les discours et les contorsions des sectaires gauchistes n'y changeront rien car, contrairement aux communistes français des années vingt, trente ou quarante, ils ne peuvent pas s'appuyer sérieusement sur un Etat révolutionnaire déterminé ni intégrer leur action dans un mouvement international solidement unifié. Un fleuve ne remonte pas à sa source. Les travailleurs de France et d'Europe occidentale ne confondront plus communisme et libération de l'homme. Beaucoup chercheront la solution de la question sociale dans la politique réformatrice des marxistes démocratiques et des travaillistes. Mais ceux qui comprendront qu'il n'y a pas d'autre voie que celle de la révolution sociale retrouveront inévitablement le chemin du communisme libertaire, le chemin de l'anarchie.